

**Formation**  
Economie-  
suisse sonne  
la charge.  
Les jeunes  
se mobilisent

**Genève**  
Deux grèves  
réussies de  
la fonction  
publique...  
avant la  
prochaine

**Migrations**  
Préparer  
un double  
référendum  
contre la LEtr  
et la LAsi

**Italie**  
Les pièges de  
l'alternance  
gouver-  
nementale

**Société**  
Main basse  
sur la science

**Après le 16 mai, préparons  
les batailles à venir!**



**Interview de Gilbert Achcar**  
**Irak: l'impérialisme  
américain dans  
un borbier**

## SOMMAIRE

## Perspectives

**La brèche**, parce qu'un autre monde est nécessaire 2

Le Conseil fédéral giflé le 16 mai 2

## Actuel

Après le 16 mai, préparons les batailles à venir 3

Quand les femmes prennent la colère 3

## Suisse

Mille jeunes manifestent à Genève pour le droit à la formation 4

Genève: Deux grèves réussies... avant la prochaine 4

Economiesuisse s'attaque à la formation 5

## Dossier

Irak: l'impérialisme américain dans un bourbier 6-7

## Actualité

Le CMF: Davos en moins grand et en plus hypocrite 8

Premier mai combatif à Berne et à Zurich 8

L'empire Nestlé met Perrier sous pression 8

## Migrations

Un double référendum contre la politique migratoire du Conseil fédéral 9

## Europe

Italie: les pièges de l'alternance gouvernementale 10

## Société

Main basse sur la science 11

Agenda 11

## Dernière

Le Forum social européen au pays de Thatcher et Blair 12

# La brèche, parce qu'un autre monde est nécessaire

## LA BRÈCHE

Vous tenez entre vos mains le premier numéro de **La brèche**, nouvelle série. Nouvelle série? De 1969 à 1994, **La brèche** a incarné une certaine idée de l'engagement social et politique, à la fois indigné et raisonné, du côté des opprimés et des exploités de la planète. Elle a défendu la conviction que leur émancipation exige de rompre les chaînes du capitalisme et de l'appropriation privée des richesses. Et de lutter pour une société socialiste et démocratique, fondée sur la délibération des producteurs-trices associées ainsi que sur la maîtrise collective des principaux moyens de production.

L'engagement contre la guerre du Vietnam, le soutien au Printemps de Prague écrasé par les chars soviétiques, la solidarité avec les peuples luttant pour leur liberté, au Chili comme en Palestine ou au Nicaragua, la dénonciation de l'impérialisme suisse et de ses multinationales – Nestlé, UBS! – pillant des communautés humaines sur la planète entière, la revendication d'une solidarité de classe entre salariées suisses et immigrées contre la xénophobie (de Schwarzenbach comme des bonzes syndicaux d'alors), les luttes des femmes pour le droit à l'avortement et pour l'égalité, les actions de masse pour bloquer l'entreprise nucléaire, la dénonciation du poison de la paix du travail pour la capacité des salariées à défendre collectivement leurs droits, les retraites populaires contre l'escroquerie du 2<sup>e</sup> pilier, l'engagement pour des États-Unis socialistes d'Europe: voilà quelques-uns des combats menés par **La brèche** au cours de ces 25 ans.

La contre-révolution conservatrice qui s'est levée dans les années 80 – Thatcher, Reagan – a bouleversé la planète, et la Suisse avec. Le capital a appesanti sa domination.

La concentration des richesses et du pouvoir a atteint des records. Les espoirs d'un monde meilleur ont été douchés. La chute du mur de Berlin a été l'acte final de la faillite des dictatures bureaucratiques qualifiées de «socialisme réellement existant»: il n'y aura pas de projet émancipateur sans un bilan du stalinisme et de ses avatars. De Mitterrand à Blair, les partis sociaux-démocrates ont franchi de nouveaux seuils dans leurs reniements: de réformistes sans réformes, ils sont devenus sociaux-libéraux, c'est-à-dire des agents des réformes... néolibérales. Ainsi, en Suisse, ce sont eux qui ont démantelé les PTT et élevé l'âge de la retraite des femmes à 64 ans. Un verdict écrasant a été martelé sur nos têtes: *un autre monde n'est pas possible*.

Or, l'état des lieux de la domination mondialisée du capital amène au contraire à réactualiser le constat scandalisé et réfléchi d'il y a 35 ans: *un autre monde est nécessaire*. C'est la conviction des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui donnent une force croissante au mouvement altermondialiste. La chape de plomb avec laquelle les dominants voulaient étouffer l'espoir se fissure. Il faut élargir la brèche.

En 2000, 830 millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffraient de malnutrition; 1,2 milliard n'avaient pas d'eau potable; au Mali ou au Niger un enfant sur 4 mourait avant cinq ans. Le potentiel productif de l'humanité permettant de répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité n'a jamais été aussi grand. Mais les inégalités creusées par l'appropriation privée des richesses sont abyssales. La fortune des 200 personnes les plus riches du monde dépassait, en 1998, les revenus des pays les plus pauvres abritant 41% de l'humanité. Un milliard de dollars permettrait de réduire de moitié le nombre de vic-

times du paludisme: le budget militaire des États-Unis dépasse les 400 milliards de dollars. S'il fallait un seul argument condamnant irrémédiablement le capitalisme, le voilà.

Mais le monde façonné par le capitalisme mondialisé, c'est aussi: la guerre en Irak d'un impérialisme conquérant qui légitime, dans le sillage, le racisme et la torture; le chômage de masse qui rongé les sociétés alors que ceux qui ont un travail sont sous une pression insupportable; la précarité et la pauvreté banalisées (850'000 pauvres en Suisse selon Caritas); le prolétariat surexploité des sans-papiers; le saccage des services publics, privatisés; le droit à la retraite remis en cause (l'escroquerie du 2<sup>e</sup> pilier a éclaté au grand jour); l'ordre patriarcal perpétué; l'appropriation privée repoussant ses limites, jusqu'au brevetage du vivant.

**La brèche** nouvelle série s'engagera dans les débats et les mobilisations sociales contestant ce système oppresseur. Elle le fera en tissant des liens avec celles et ceux qui, en Suisse et ailleurs, partagent ses options préférentielles pour une société socialiste et démocratique.

Mensuelle, **La brèche** est éditée par le Mouvement pour le socialisme (MPS). Le MPS s'est constitué il y a deux ans en regroupant des militant·es actifs dans les trois régions linguistiques de la Suisse. **La brèche** reflétera aussi les combats du MPS traduisant, dans une activité politique et sociale à l'échelle nationale, leurs partis pris communs. ■

## ABONNEZ-VOUS!

**La brèche** existera avec votre soutien. Fr. 20.– pour 12 numéros par an (soutien dès Fr. 50.–): n'hésitez pas, utilisez le bulletin inséré dans ce numéro.

## Le Conseil fédéral giflé le 16 mai

«Les Suisses giflent leurs autorités»: lors des votations du 16 mai, le Conseil fédéral a subi une défaite sur toute la ligne.

## AGOSTINO SOLDINI

Le jugement de la *Tribune de Genève* n'est guère excessif. Les projets du Conseil fédéral – le paquet fiscal, la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS et la hausse de la TVA – ont été balayés. Deux chaises en février, trois gifles en mai: après l'avertissement du 8 février (le rejet du contre-projet Avanti et du nouveau droit du bail), c'est un camoufflet à la politique antisociale du gouvernement. Avec le paquet fiscal et la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS, le Conseil fédéral voulait accélérer le démantèlement des services publics et les attaques contre le droit à la retraite. L'issue des votations du 16 mai n'est dès lors pas une défaite mineure pour les «sept sages de Berne» et leurs maîtres, les patrons des grandes banques, des assurances et de l'industrie.

Ce camoufflet infligé au gouvernement n'est pas une victoire de ladite «gauche», Parti socialiste suisse (PSS) en tête. Les dirigeant·es de cette «gauche» ont en effet été les partisan·es les plus actifs, avec Pascal Couchepin, du projet de hausse de la TVA. Ruth Dreifuss a même déclaré que «l'acceptation [de la hausse de la TVA] est aussi nécessaire qu'un rejet de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS» (*Le Temps*, 23 avril 2004).

Le résultat de ces votations est une victoire des salarié·es, actifs·es, au chômage ou à la retraite, contre celles et ceux «d'en haut», quelles que soient leurs couleurs partisanes. Il est l'expression d'un mécontentement diffus face à la politique antisociale menée par le Conseil fédéral. Il traduit un

rejet de cette politique. L'écart réduit entre les trois NON (le taux de refus varie entre 65,9% et 68,6%) confirme ce jugement: c'est un NON à un seul et même paquet antisocial et à ses expéditeurs.

Ce mécontentement est pleinement justifié face à un gouvernement de coalition (JDC, PRD, PDC, PSS) qui mène une lutte des classes contre les salarié·es: hausse sans fin des primes d'assurance maladie, baisse du taux d'intérêt servi sur les rentes du 2<sup>e</sup> pilier, démantèlement de La Poste en tant que service public, diminution des indemnités pour les chômeur·euses, augmentation des taxes universitaires, etc. La coupe était pleine!

**Un vrai changement de cap est indispensable. Or, que font les dirigeant·es du PSS? Ils multiplient les appels du pied à l'intention de ladite «droite raisonnable».**

Un vrai changement de cap, conforme à la volonté sociale qui s'est manifestée le 16 mai dernier, est indispensable. Or, que font les dirigeant·es du PSS? Ils multiplient les appels du pied à l'intention de ladite «droite raisonnable». Le vice-président du PSS, Pierre-Yves Maillard, prétendument combatif, a même déclaré: «Le PDC doit être uni avec nous pour constituer un véritable centre» (*Le Nouvelliste*, 18 mai 2004).

A nouveau, l'idée d'une table ronde (ou carrée?) refait surface... Sa fonction est claire:

faire passer le message auprès du «petit peuple», «qui n'a pas encore compris», Couchepin dit, que la situation est «grave». Et qu'elle exige des «sacrifices». La tactique est connue. Ancienne. Consolidee. Rolf Schweizer, le nouveau président des radicaux, l'a expliquée: «Si tous les grands partis s'unissent pour faire passer le message, les gens comprendront qu'il y a vraiment un problème» (*Le Temps*, 18 mai 2004). Pourtant, la direction du PSS a décidé d'entrer dans ce jeu...

Ce théâtre des guignols n'empêchera pas le Conseil fédéral de poursuivre sa politique antisociale. Le menu est connu: 1. La hausse de la TVA (mais n'y a-t-il pas eu un vote à ce sujet le 16 mai?), donc une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des salarié·es. 2. Des cadeaux fiscaux aux actionnaires à hauteur de plus de 1 milliard de francs. 3. La «mise au travail forcée» de nombreuses personnes qui sont aujourd'hui à l'AI. 4. La poursuite de la politique d'austérité contre les services publics: à La Poste, aux CFF, dans les écoles et les hôpitaux. 5. Pour couvrir le tout, l'augmentation à 20%, au lieu de 10%, de notre participation financière aux frais médicaux (en sus des primes, qui prennent l'ascenseur chaque année!). En attendant de pouvoir revenir à la charge avec l'élévation de l'âge de la retraite et la baisse des rentes AVS...

Pour une gauche de gauche, l'enjeu est clair: il faut préparer les batailles contre ces projets et faire en sorte que le mécontentement social s'exprime sous la forme d'actions collectives pour imposer une autre politique (cf. ci-contre). ■

## IMPRESSUM

## La brèche

www.labreche.ch

redaction@labreche.ch  
abonnement@labreche.ch  
tél. 021 621 89 87  
case postale  
1000 Lausanne 20  
CCP 17-247469-2

Abonnement annuel: Fr. 20.–

Abonnement de soutien: dès Fr. 50.–

Editeur responsable: J.-F. Marquis

## Comité de rédaction:

Daniel Bonnard, Michela Bovolenta, Pierre-André Charrière, Denise Chervet, Carmen Crisan, Geneviève de Rham, Paolo Gilardi, Wyna Giller, Alain Gonthier, David Gyax, Robert Lochhead, Jean-François Marquis, Philippe Martin, Cécile Pasche, Alessandro Pelizzari, Roger Raemy, Lionel Roche, José Sanchez, Agostino Soldini, Charles-André Udry, Joël Varone, Georges Waardenburg, Guy Zurkinden, Urs Zuppinger.

**La brèche** est éditée par le Mouvement pour le socialisme (MPS). Les idées qui s'y expriment ne représentent cependant pas nécessairement le point de vue du MPS.

# Après le 16 mai, préparons les batailles à venir!

Malgré sa défaite sur toute la ligne, le Conseil fédéral veut maintenir le cap et saucissonner ses projets pour les faire passer.

AGOSTINO SOLDINI

«Giflé» le 16 mai (cf. p. 2), le Conseil fédéral revient pourtant à la charge. A court terme, il veut réduire les prestations de l'assurance invalidité (AI) et augmenter la TVA. De plus, Merz, Couchepin et consorts ont l'intention de supprimer le droit de timbre et de diminuer l'imposition des entreprises: plus d'un milliard de francs de cadeaux fiscaux aux actionnaires!

## 1 milliard pour les actionnaires...

La perspective qui se dessine peut être résumée comme suit:

1. En licenciant massivement, en imposant toujours plus de stress au travail, les patrons ont contraint une partie des salarié·es à faire appel à l'AI; ils ont ainsi creusé son déficit.

2. Malgré les résultats du 16 mai, le Conseil fédéral demande aux salarié·es, actifs, au chômage ou à la retraite, de passer à la caisse pour résorber ce déficit, par le biais de la hausse de la TVA.

3. Une partie des bénéficiaires de l'AI, malgré leur situation précaire, sont mis sous pression pour réintégrer le monde du travail.

4. Les patrons sont remerciés par une baisse de leurs impôts, déjà très faibles.

## ...sur le dos des salarié·es...

La hausse de la TVA est inacceptable. Elle se traduirait par une baisse du pouvoir d'achat des salarié·es. La TVA est profondément antisociale: plus on gagne d'argent, moins on paie proportionnellement d'impôts, et vice-versa.

Pour faire face aux problèmes de l'AI, il est tout à fait possible de relever le taux des cotisations salariales. Et il serait légitime que les patrons, qui sont responsables de la progression des dépenses de l'AI, en prennent en charge davantage que la moitié habituelle.

## ...et des personnes à l'AI!

Le Conseil fédéral veut limiter l'accès aux prestations de l'AI: les médecins-conseils de l'AI seraient amené·es, par exemple, à remettre en cause encore plus souvent qu'aujourd'hui un diagnostic de dépression formulé par un médecin traitant. De plus, le gouvernement veut contraindre des bénéficiaires de l'AI à réintégrer le monde du travail. Comment? En supprimant leurs indemnités journalières s'ils «ne coopèrent pas». La même logique est déjà à l'œuvre dans l'assurance chômage: c'est un formidable moyen de pression pour obliger les deman-

deurs·euses d'emploi à accepter à peu près n'importe quel boulot.

## Un pays de cocagne pour les employeurs

Aujourd'hui déjà, «aucun pays n'est aussi attractif que la Suisse» au niveau de la fiscalité des entreprises (L'AGE-FI, 27 janvier 2004). De plus, comme l'indiquait en 2003 l'ancien conseiller fédéral Kaspar Villiger, ces dernières années, «nous avons allégé la charge de l'économie de quelque 1,5 milliard» (24 heures, 14 juillet 2003).

Bref, la Suisse est déjà un pays de cocagne pour les employeurs. Les actionnaires des 25 grandes sociétés qui forment le Swiss Market Index (indice boursier) ont reçu, en 2003, sous forme de dividendes et autres bonus, 13,463 milliards de francs, soit une augmentation de 10,8% par rapport à 2002 (Finanz und Wirtschaft, 3 avril 2004). Est-ce justifié de leur offrir un cadeau supplémentaire de 1 milliard de francs?

## AVS: on prend les mêmes et on recommence?

La question de l'AVS reste d'actualité. On s'achemine probablement vers une «négociation» sur les bases de l'accord conclu en septembre 2003 entre la direction du PSS et Pascal Couchepin. Il prévoyait l'acceptation par le PSS de l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, du ralentissement du rythme d'indexation des rentes et du

laminage des rentes de veuve, moyennant l'octroi de 400 millions de francs, pour financer de maigrettes retraites anticipées. Après le vote du 16 mai, Stéphane Rossini, conseiller national PS, a souligné que si les Chambres avaient ratifié cet accord, «il n'y aurait pas eu de référendum (...). C'est donc dans ce domaine que le PS entend revenir à la charge.» (La Liberté, 17 mai 2004).

Notre logique est autre: nous combattons par référendum toute révision de l'AVS diminuant le niveau des rentes et/ou augmentant l'âge de la retraite, quel que soit le montant consacré aux retraites anticipées.

## Pour une journée nationale d'actions et de grève

Des échéances importantes se dessinent ainsi: 1. Le refus de la hausse de la TVA et des cadeaux fiscaux aux actionnaires. 2. La lutte contre la «mise au travail forcée» des personnes à l'AI. 3. La préparation de la bataille, probable, contre la nouvelle version de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS.

Résister à ces attaques serait cependant insuffisant. Le rejet du paquet fiscal ouvre en effet des perspectives intéressantes. Les milieux patronaux voulaient en faire un plébiscite en faveur de l'accélération du démantèlement des services publics. Ils ont perdu. L'arrêt de la politique d'austérité contre les services publics est encore plus légitime.



Une campagne et une affiche du MPS qui ont rencontré un réel écho.

Or, Conseil fédéral et gouvernements cantonaux ont annoncé leur volonté de poursuivre les coupes dans l'enseignement, la santé, etc. Une riposte d'ensemble, au niveau national, est dès lors nécessaire.

Le mécontentement parmi les salarié·es des services publics est réel. La mobilisation à Genève (cf. p. 4) le confirme. Ce ras-le-bol est fort dans toute la Suisse. Une journée nationale d'actions et de grève, en septembre, permettrait de lui donner forme, en mettant en mouvement des dizaines de milliers de salarié·es. Cette journée pourrait avoir une valeur d'exemple pour les salarié·es d'autres secteurs. C'est la voie à suivre pour faire face aux projets patronaux. ■

## Quand les femmes prennent la colère

MICHELA BOVOLENTA, CÉCILE PASCHE  
Le 16 mai, la colère des femmes a été un élément important du refus de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS et, plus largement de la politique antisociale du Conseil fédéral. Plus qu'un mouvement d'humeur, cette colère porte en elle les racines du renouveau – possible – d'un mouvement de lutte pour l'égalité. Le 8 mars 2004, des milliers de femmes ont pris la colère. Dans les rues, sur les lieux de travail et de formation, elles se sont mobilisées. Trois revendications sous-tendaient le rouge de leur colère: NON à la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS, OUI au congé maternité. HALTE aux discriminations qui, loin de régresser constituent le quotidien de nombreuses femmes.

Depuis la grève des femmes du 14 juin 1991, la Suisse n'avait pas connu de tel mouvement. Entre-temps, l'égalité semblait avoir fait quelques pas: Loi sur l'égalité, deux femmes au Conseil fédéral... Alors pourquoi cette colère? Les femmes gagnent toujours 20 à 30% de moins que les hommes. Plus de 11% des salarié·es – soit

des dizaines de milliers de femmes – travaillent à 100% pour moins de Fr. 3000.– brut par mois. La division sexuelle du travail est une réalité qui conditionne la formation, le marché de l'emploi et la vie de famille. Il n'y a toujours pas d'assurance maternité et les places en crèche sont aussi rares que chères. Les politiques néo-conservatrices – démantèlement des services publics, des assurances sociales, etc. – et le durcissement des rapports de travail sont de véritables machines à reproduire et à générer les inégalités.

Si les raisons de la colère sont multiples, quelques provocations l'ont fait mûrir: la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS, le référendum de l'UDC contre le congé maternité et les élections au Conseil fédéral ressenties par de nombreuses femmes comme une injure. Des milliers de femmes sont descendues dans la rue le 13 décembre 2003, et à nouveau le 8 mars 2004, refusant en bloc le paquet antisocial concocté par le Conseil fédéral pour le 16 mai.

Le Parti socialiste est souvent disposé à solder la colère – notre colère – à bas prix. Dans le cadre de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS, il s'est déclaré prêt à accepter toutes les mesures de démantèlement contre 400 millions de francs pour des retraites «flexibles»; (cf. ci-dessus). Les femmes en colère et les hommes solidaires ont montré qu'il est possible de s'opposer sans concession à la politique antisociale du Conseil fédéral. Elles et ils ont fait de leur colère le moteur d'une lutte qui doit se prolonger au-delà du 16 mai. Contre le démantèlement des retraites, contre les discriminations et, immédiatement, pour le congé maternité. Ce projet, soumis au vote le 26 septembre, est minimaliste: 14 semaines payées à 80% pour les femmes exerçant une activité rémunérée. Nous le soutenons néanmoins car il améliorera la situation de nombreuses femmes. Réservez la date du 2 septembre pour participer à la journée nationale de mobilisation en faveur du congé maternité. **La brèche** reviendra sur ce sujet dans sa prochaine édition. ■

## BRÈVES

### Tessin: une initiative du MPS contre les cadeaux fiscaux

Le 17 mai, la section tessinoise du Mouvement pour le socialisme (MPS) a déposé son initiative fiscale cantonale «I soldi ci sono» [«Il y a l'argent!»,] munie de plus de 7500 signatures.

Cette initiative propose d'annuler les cadeaux fiscaux accordés ces dernières années par la majorité de droite aux entreprises. L'impôt sur les gains des personnes juridiques (très présentes au Tessin dans le secteur bancaire et des assurances) remonterait ainsi à 13%, contre 9% actuellement. Quant à l'impôt sur le capital, il passerait de 1,5% à 3%.

Le gouvernement tessinois et les forces bourgeoises ont procédé, ces dernières années, à une politique de défiscalisation du capital et des hauts revenus, avec quelques cacahouètes pour les fameuses «classes moyennes» – qui est-ce, au fait? – pour justifier toute l'opération. Résultat des courses: un manque à gagner fiscal de 100 millions de fr. par année sur le plan cantonal et de 70 millions pour les communes. Ces dernières années, les cadeaux fiscaux offerts aux entreprises et sociétés financières se sont montés à 220 millions de fr., sur un total de 1,2 milliard d'impôts encaissés par le canton. Le déficit annuel du canton est de 230 millions de fr. environ... La fiscalité du Tessin pour les personnes juridiques est aujourd'hui la 5<sup>e</sup> plus avantageuse de Suisse.

Prenant appui sur le déficit cantonal, les partis bourgeois cherchent à enfermer le débat dans un faux dilemme: des coupes dans les dépenses sociales ou une augmentation générale des impôts du 10%. Selon eux, il n'y aurait pas d'alternative. La gauche institutionnelle revendique que tout le monde s'installe autour d'une table, pour gérer, de manière concertée, une politique d'austérité, dont le principe a été accepté.

Ce n'est pas le choix du MPS-TI.

L'initiative qu'il a lancée propose un chemin concret pour rompre avec ce dilemme construit par la droite: il faut aller chercher l'argent là où il est, chez ceux qui ont largement bénéficié des cadeaux fiscaux.

Cette initiative est, de ce point de vue, un point d'appui pour relancer la mobilisation sociale contre les mesures d'austérité du gouvernement. En décembre 2003, les enseignant·es tessinois·es ont fait grève durant un jour, avec des milliers d'autres salarié·es de la fonction publique, pour s'opposer à cette politique. D'autres attaques sont déjà en préparation. L'initiative du MPS-TI donne des arguments supplémentaires à celles et ceux qui veulent continuer à se battre contre cette politique de démantèlement social.

### Tessin: deux référendums victorieux

La mobilisation de décembre 2003 contre la politique d'austérité du gouvernement tessinois a débouché sur 4 référendums. Le 16 mai, deux ont gagné. Ainsi, 56,2% des votants ont dit non aux coupes dans les subsides à l'assurance maladie. De même 55,5% ont dit non à la baisse de 10% des subsides cantonaux pour les écoles communales, qui aurait creusé l'écart entre communes riches et pauvres. La suppression du service de la gymnastique «corrective» a par contre été acceptée par 50,9% des voix. Enfin, une majorité de 54,8% a dit oui à l'augmentation d'une heure de l'horaire de travail des enseignants, après une campagne de la droite usant de tous les stéréotypes. Ce résultat permet cependant de rebâtir une mobilisation sociale contre les autres mesures d'austérité visant l'école publique.

# Mille jeunes manifestent à Genève pour le droit à la formation

Depuis des mois, les mobilisations de jeunes s'opposant aux politiques de formation, inspirées par le patronat, se multiplient en Suisse.

MICHAËL SAVOY

ET GEORGES WAARDENBURG

Judi 13 mai, près de 1000 jeunes ont manifesté entre 16h et 18h en ville de Genève pour s'opposer aux nombreuses politiques de précarisation de la formation (fermeture de filières, hausse des taxes avec suppression des bourses d'étude, mise en place du système Bachelor/Master selon les critères de Bologne – voir ci-contre –, coupes budgétaires) qui se sont enchaînées ces derniers mois.

## La filière céramique, point de ralliement

Le symbole de ces attaques a été l'annonce de la fermeture brutale, pour la rentrée 2004, de la filière céramique en HES, la seule filière complète de formation en céramique de Suisse. Cela sous prétexte que la céramique n'intéressait pas les entreprises privées, et malgré le fait que cette filière a des

liens multiples avec nombre de musées, et qu'elle est indispensable pour eux.

Les manifestants exigeaient le maintien de cette filière, au moins pour la rentrée 2004. Pour signifier leur détermination, ils-elles ont bruyamment perturbé les délibérations du Grand Conseil, à la fin de la manifestation. L'occupation surprise du Département de l'Instruction Publique (DIP) qui a suivi a permis à des animateur-trices du mouvement d'être reçus par le secrétaire général du DIP. Ils-elles lui ont réaffirmé leur volonté d'obtenir des concessions concrètes. Mais pour les autorités – en premier lieu pour le Conseiller d'Etat socialiste Charles Beer<sup>1</sup> – cela ne suffit pas: elles veulent en finir *tout de suite* avec la céramique, comme avec l'option musique au collège, ou avec la licence de même niveau pour toutels à l'uni.

## Convergences à l'échelle nationale

La force de cette mobilisation autour d'une revendication immédiate (la défense de la filière céramique), qui ne concerne directement qu'une petite partie des jeunes qui se sont mobilisés, vient de la convergence de l'inquiétude quant à leur avenir de certaines d'étudiant-e-s venant des HES, des collèges et de l'Université. Au-delà des – graves – atteintes à la formation que subit chacun-e sur son lieu de formation – aux collèges c'est la suppression de la filière musique, le renforcement de la sélection et la peur d'une maturité dévaluée; dans les HES, c'est le durcissement des conditions d'entrée, une mobilité forcée et payée de sa poche, l'exclusion d'étudiant-e-s qui doivent travailler pour payer leurs études –, c'est la politique d'ensemble dans le domaine de la formation, inspirée par le patronat (cf. ci-contre

«Economie suisse s'attaque à la formation»), qui est visée.

## La force de cette mobilisation vient de la convergence de l'inquiétude quant à leur avenir de certaines d'étudiant-e-s venant des HES, des collèges et de l'Université.

Ce mécontentement croissant de nombre de jeunes quant à leurs conditions d'étude et à «l'avenir» qu'on leur prépare n'est pas un phénomène genevois. Il s'est exprimé à de nombreuses reprises depuis quelques mois, dans plusieurs cantons. A Berne, le 1<sup>er</sup> avril 2004 une manifestation regroupant 1500 collégien-n-es et universitaires a dénoncé le démantèlement de leur formation (cf. <http://www.aus-unibe.ch/vu/>).

Le 29 janvier 2004, c'est à Bâle qu'a eu lieu la plus grande manifestation étudiante de la ville depuis très longtemps, contre la suppression de trois départements de l'université, la réduction drastique d'une dizaine d'autres, la baisse du salaire nominal du personnel (cf. <http://gegenbildungsabbau.4ea2.com>). L'université de Lausanne a connu une journée de grève contre les critères de Bologne et les coupes budgétaires en décembre 2003. Et l'université de Zürich a été en grève contre le doublement des taxes en janvier 2003 – avec succès. Souvent, les jeunes qui se sont mobilisés contre la guerre en Irak sont à la pointe de ces luttes pour le droit à la formation.

En Europe, les mobilisations sur des thématiques analogues ont pris une tout autre ampleur: des semaines de grève dans de nombreuses universités de France et d'Allemagne fin 2003, en

particulier à Berlin, de multiples luttes en Italie et en Grande-Bretagne.

## Un combat sur la durée

Face à ces mobilisations, les autorités politiques veulent maintenir coûte que coûte le cap sur leurs programmes d'économie, de sélection financière accrue, de suppression d'un grand nombre de filières (la moitié de celles des HES, par exemple).

Le renforcement indispensable des luttes passe par le développement de l'auto-organisation des étudiant-e-s, la création de liens nationaux et internationaux et la jonction avec les mobilisations des salarié-e-s de la fonction publique qui se battent, comme à Genève (cf. ci-dessous) pour le service public. ■

1. Dans la plus pure tradition social-libérale, Charles Beer s'abrite d'une main le service public, tout en affirmant sa «sympathie» pour les manifestant-e-s et «partager leurs valeurs» (cf. *Tribune de Genève*, 14.5.2004).

# Deux grèves réussies... avant la prochaine

Genève: deux journées de grève en mai, manifestations en juin, un préavis de grève pour septembre: la fonction publique est déterminée.



Blocage des effectifs, salaires attaqués, privatisations: la coupe est pleine! Ici, la fonction publique occupe le pont du Mont-Blanc, le 14 mai, 2<sup>e</sup> journée de grève.

PAOLO GILARDI

Des milliers de salarié-e-s des services publics en grève par deux fois; plus de dix mille manifestants lors des manifestations qui ont rythmé ces journées: mai a été marqué par l'irruption des travailleurs de la fonction publique dans la vie sociale et politique genevoise. Pourtant, peu nombreux étaient ceux qui, parmi les directions syndicales, auraient misé sur une telle réussite.

## La coupe est pleine!

C'est dans la détérioration constante des conditions de travail qu'il faut rechercher les raisons de ces succès. Douze ans d'austérité ont laissé des traces profondes dans l'organisation des services publics. Ainsi, dans l'enseignement, depuis 1994, les moyens à disposition ont diminué de presque 6% alors que le nombre d'élèves a augmenté de plus de 12%. Il en va de même pour les diffé-

rents services sociaux et pour les hôpitaux. C'est dans l'augmentation de la fatigue au travail, du stress, des maladies professionnelles qu'il faut trouver l'explication à la lutte manifestée notamment par les enseignants, les travailleurs sociaux et le personnel des hôpitaux. Pour ce dernier, le travail en sous-effectifs est une telle constante que le «service minimum» imposé les jours

de grève semblait à du luxe par rapport à ce qu'ils vivent chaque jour.

De plus, depuis 1992, c'est plus d'un an de salaire que les travailleurs des services publics ont perdu au nom de «l'assainissement des finances publiques»: comment dès lors ne pas comprendre que les décisions prises par le gouvernement cantonal de bloquer les effectifs et les mécanismes salariaux légaux (indexation, annuités, prime de fidélité) aient fait déborder le vase!

## Réformer pour privatiser

Ces mesures s'accompagnent d'un certain nombre de projets de loi déposés par le gouvernement auprès du Grand Conseil. Ces projets visent l'essence même du service public. L'un propose de bloquer l'augmentation des effectifs du personnel. L'autre veut limiter la croissance de la masse salariale à 1,6% pendant quatre ans. Le troisième projet de loi est calqué sur le modèle de frein à l'endettement en vigueur à la Confédération. Le quatrième supprime l'indexation semestrielle des salaires.

Enfin, un projet de réforme de l'Etat appelé «GE pilote» établit une marche forcée vers la privatisation de certaines tâches et services et la

généralisation d'une comptabilité analytique pour d'autres secteurs. Déjà introduite dans certains services à titre d'essai par M<sup>me</sup> Calmy-Rey lorsqu'elle dirigeait les finances cantonales, la comptabilité analytique exige que chaque service de l'Etat assure son propre équilibre budgétaire, en faisant payer les prestations, si nécessaire, ou en les réduisant.

Ces projets du Conseil d'Etat se doublent d'une rafale de propositions déposées par l'Entente bourgeoise. Celles-ci prévoient l'accélération des mesures proposées par le gouvernement, le blocage du personnel durant quatre ans au niveau de 2003, l'introduction du salaire au mérite ainsi que l'abolition du statut du personnel.

## Douze ans d'austérité ont laissé des traces profondes dans l'organisation des services publics.

Ces mesures s'inscrivent dans une double logique: celle de la diminution de la charge fiscale pour les propriétaires de capitaux d'une part et celle de la détérioration des prestations de l'Etat de l'autre. Cette détérioration devient ensuite un argument pour légitimer le «besoin» de privatisation. La campagne menée par la Tribune de Genève est à ce titre exemplaire: mettant en évidence les longues listes d'attente pour les prestations de médecine ambulatoire dans les hôpitaux publics, le journal d'Edipresse plaide

pour l'élargissement de la prise en charge par les caisses maladies des mêmes prestations dans les cliniques privées. Autrement dit, si d'un côté on réduit les prestations publiques financées par un impôt progressif, de l'autre, c'est avec les cotisations des salarié-e-s que l'on contribue à enrichir les S.A. propriétaires des cliniques privées.

## Grève prévue en septembre

Cette logique est aujourd'hui comprise par de larges couches de la population. Les réactions enregistrées durant les grèves indiquent que, contrairement à ce qui se passait il y a dix ans, les mouvements de grève ont été accueillis avec bienveillance, voire sympathie, par de larges couches de la population, par les salarié-e-s.

Cependant, lors de la dernière assemblée du personnel, les directions de certains syndicats et associations professionnelles ont combattu, au nom d'une supposée impopularité des revendications, la proposition du Syndicat des services publics (SSP) d'organiser, en juin encore, une nouvelle grève.

Cette proposition n'a pas trouvé grâce aux yeux de la majorité. Néanmoins, l'addition des appuis à la proposition du SSP et des abstentions a représenté plus de la moitié des votes exprimés. Ce qui montre une détermination très forte de la part du personnel, une majorité ne se satisfaisant pas des deux manifestations prévues les 10 et 24 juin (cf. agenda p. 11). C'est de bon augure pour la grève: un préavis a été déposé pour septembre. ■

# Economiesuisse s'attaque à la formation

La théorie du «capital humain» pour justifier des taxes annuelles à Fr. 5000.– et l'augmentation de la sélection.

PETER STRECKEISEN

Les grands patrons lancent la deuxième vague de contre-réformes conservatrices dans les hautes écoles. Au programme: des taxes d'études de Fr. 5000.– par année, le remplacement des bourses par des prêts remboursables, l'introduction d'un système divisant les hautes écoles en trois «classes» hiérarchisées, un renforcement sévère de la sélection.

## Les «nouvelles pistes» d'economiesuisse

Le nom est à lui seul un programme: depuis quelques années, l'association faïtière du patronat helvétique s'appelle economiesuisse. Elle fait ainsi clairement comprendre qui commande.

Durant la 1<sup>re</sup> moitié des années 90, les grands patrons ont publié plusieurs *Livres Blancs*. Leurs exigences: couper dans les dépenses sociales, privatiser les services publics, flexibiliser le marché du travail, adapter le système de formation au marché. Une bonne partie de ce programme a été mise en œuvre grâce à l'engagement appliqué de tous les partis gouvernementaux, au niveau fédéral, cantonal et communal. Il en a également été ainsi dans le domaine des hautes écoles.

Mais cela ne suffit pas. Après avoir obtenu que l'or-

ganisation des écoles se fasse sur le modèle des entreprises privées (New Public Management), economiesuisse somme à nouveau la charge contre les droits des écoliers-ères, des étudiant-es et des salarié-es.

Le 20 mars, economiesuisse a rendu public un rapport sur les «Nouvelles pistes pour le financement des hautes écoles»<sup>1</sup>. Ce rapport a été établi par un groupe de travail présidé par Hans-Ulrich Doerig. Doerig est vice-président du conseil d'administration du Credit Suisse Group et membre du conseil de l'université de Zurich.

Les auteurs soulignent la grande importance de la formation et de la science pour la compétitivité de la Suisse (qu'elles puissent servir à d'autres buts n'est quasiment pas mentionné). Ils constatent que les moyens financiers à disposition sont insuffisants pour garantir la qualité de la formation et de la recherche. Mais, selon eux, l'Etat ne doit pas mettre davantage de moyens à disposition. Dès lors, les hautes écoles doivent développer de nouvelles sources de financement. Le principal moyen pour y parvenir: l'augmentation des taxes d'études: l'étude d'economiesuisse propose Fr. 5000.– par an.

## Du «capital humain»...

L'argument des caisses publiques vides n'est pas le principal argument de Doerig en faveur de ce changement. Une augmentation des taxes d'études à Fr. 5000.– induirait un demi-milliard de recettes supplémentaires. Pour mémoire, le paquet fiscal rejeté le 16 mai impliquait une perte de 4,4 milliards pour les collectivités publiques. C'est se moquer des gens que de prétendre qu'une augmentation des taxes permettrait d'améliorer qualitativement la qualité de la formation et de multiplier les chaires d'enseignement. D'ailleurs, au cours des années 90, les taxes ont déjà été multipliées par deux – en moyenne elles se situent autour de Fr. 1000.– à Fr. 1500.–; cela n'a pas empêché la détérioration des conditions d'étude et de formation.

L'argument de la comparaison internationale ne convainc pas davantage. Les taxes payées dans le reste de l'Europe sont en général inférieures à celles pratiquées aujourd'hui en Suisse – au contraire du monde anglo-saxon.

En réalité, l'argument le plus important pour de telles taxes est le suivant: la formation constituerait un bien privé dont profiterait, en pre-



Le 13 mai, 1000 jeunes ont manifesté à Genève pour le droit à la formation (cf. p. 4).

(Photo: Laurent Guiraud)

mier lieu, la personne qui s'est formée. Il serait dès lors juste que les étudiant-es prennent en charge une part plus importante des coûts de formation.

Laissons de côté le fait que la crise économique et la flexibilisation du marché du travail ont pour conséquence qu'il est de plus en plus difficile pour les jeunes de trouver un emploi correspondant à leur formation et leur assurant un bon revenu<sup>2</sup>. L'argument de Doerig and Co n'en prend que plus d'importance politique et idéologique. On peut en effet l'étendre à l'ensemble des services publics. On pourra en effet toujours prétendre qu'ils ont une utilité d'abord pour leurs usagers individuels, justifiant une contribution majeure de leur part à leur financement.

L'enjeu est donc de savoir s'il doit exister des biens publics, envers lesquels toutes et tous ont des droits. Ou, au contraire s'il n'y a que le marché, où les individus achètent ce qu'ils peuvent s'offrir. «You get what you pay for» [«Vous recevez ce pour quoi vous avez payé»]: c'est en ces termes que

Doerig and Co pose le problème... et la solution au problème (p. 77).

## ... aux «ressources humaines»

Les grands patrons d'economiesuisse savent très bien que l'individu n'est pas le seul à bénéficier de sa formation, mais que l'«économie» elle-même en tire aussi grand avantage. Les entreprises ont besoin d'un personnel bien formé, abondant, y compris de nombreux salarié-es ayant suivi de hautes écoles. Evidemment, elles aimeraient disposer de ces «ressources» au meilleur prix et selon leurs exigences. Cette force de travail qualifiée doit également être docile et, surtout, il ne faut pas que lui vienne à l'esprit que sa formation lui garantirait une sorte de droit à un emploi et à un certain niveau de revenu. Bref, elle doit devenir une vraie «ressource humaine».

## Les taxes élevées doivent inciter la personne en étude à se concevoir comme un «entrepreneur» qui investit dans son «capital humain».

Des taxes d'études élevées sont adéquates pour atteindre cet objectif. Elles incitent en effet la personne en étude à se concevoir comme un «entrepreneur», qui investit aujourd'hui dans son «capital humain» pour, demain, «maximiser le rendement» qu'il peut en retirer, sous forme d'un revenu plus élevé. Ces taxes augmentent également la pression pour terminer ses études dans un délai rapide. Elles mettent fin à l'idée que les jeunes auraient un droit à la formation, ce qui va de pair avec la remise en cause de l'ensemble des droits des salarié-es sur le marché du travail: le «capital humain» du personnel doit être entièrement subordonné à l'entreprise, tout entière tendue vers l'objectif de maximisation du profit, et la formation ne sert qu'à augmenter l'«employabilité» des salarié-es, c'est-à-dire leur aptitude à être exploité par le capital.

Economiesuisse prétend qu'il est possible d'introduire de telles taxes de manière sociale. Elle propose pour cela la mise en place d'un système de prêts. Les prêts doivent, à la différence des bourses, être remboursés. Les auteurs proposent un modèle prévoyant que l'étudiant recevrait Fr. 25'000.– de prêts par an, durant cinq ans. Même si ce prêt n'est soumis à aucun intérêt, il en résulte que son «bénéficiaire» devra rembourser, dès la fin de ses études, Fr. 12'500.– par an, durant 10 ans.

Un tel modèle implique inévitablement un accroissement des inégalités sociales. L'origine sociale a une influence déterminante non seulement sur le succès rencontré dans les études, mais également, à diplôme égal, sur les chances de trouver un emploi donnant droit à un revenu élevé. De plus, les étudiants venant des milieux les plus aisés n'auront, la plupart du temps, pas besoin de recourir à de tels prêts. Enfin, à moyen terme, il est fort probable que ce système de prêts ne complète plus les bourses, dont le financement recule depuis des années, mais les remplace.

## Développer une résistance

Voilà le système de formation que nous préparons les officines de la classe dirigeante de ce pays. Face à cette deuxième vague de contre-réformes, il est indispensable que se constitue un front large de résistance (cf. p. 4). Un principe fondamental devrait être au cœur de son combat: la formation constitue un bien public et un droit pour toutes et tous; elle doit donc être assurée par un service public. ■

1. Cf. [www.economiesuisse.ch/d/Studio\\_Bildung.pdf](http://www.economiesuisse.ch/d/Studio_Bildung.pdf) (il n'existe qu'un résumé en français.)

2. OFS, *De la haute école à la vie active. Premiers résultats de l'enquête 2001 auprès des nouveaux diplômés*, Neuchâtel, 2002. Voir également OFS, *Parcours vers les formations post-obligatoires. Les deux premières années après l'école obligatoire. Résultats intermédiaires de l'étude longitudinale TREE* (Transition Ecole – Emploi), Neuchâtel, 2003.

## Avenir suisse réinvente la troisième classe

Avenir suisse – la «boîte à idées» créée en 1999 par une douzaine de grands groupes (de Nestlé à l'UBS en passant par Novartis ou Kuoni) – a renchéri début avril, avec son étude «Hochschule Schweiz: ein Vorschlag zur Profilierung im internationalen Umfeld» [Haute école suisse: une proposition pour se profiler dans l'environnement international]<sup>1</sup>.

## La formation en trois classes

Son argument est le suivant. La compétition internationale entre hautes écoles s'accroît, conséquence de la libéralisation des marchés de la formation et de la mise en œuvre des critères de Bologne<sup>2</sup>. La Suisse doit par conséquent renforcer son profil et mettre en place un système répartissant les hautes écoles en trois catégories: national, européen et global.

## Pour Avenir suisse, une sélection renforcée est la principale garante d'une formation de qualité.

En réalité, ce sont trois classes: ces niveaux impliquent en effet un classement hiérarchique des hautes écoles,

dont les diplômés prendront, dès lors, plus ou moins de valeur.

- Deux ou trois hautes écoles d'élite, d'envergure globale, devraient développer une recherche de pointe et amener la plupart de leurs étudiant-es jusqu'au niveau du Master<sup>3</sup>, voire du doctorat.
  - Les Hautes écoles européennes devraient orienter leurs recherches vers la pratique; elles formeraient presque autant d'étudiant-es s'arrêtant au Bachelor qu'allant jusqu'au Master.
  - Les Hautes écoles nationales ne devraient quasiment pas faire de recherches. La durée de leur formation serait définie en fonction du débouché professionnel et ces écoles ne devraient pas délivrer de Masters.
- Dans ces écoles nationales, l'enseignement continuerait à être assuré dans la langue maternelle des étudiant-es. Par contre, dans les hautes écoles globales, l'anglais serait l'unique langue de travail. Evidemment, la qualité de la formation (nombre d'enseignant-es par étudiant-es, etc.) est inversement proportionnelle à l'usage de la langue maternelle.

## La sélection comme critère de qualité

Avenir suisse part de l'idée que le renforcement du profil compétitif des hautes

écoles exige un net accroissement de la sélection. Cette dernière est d'ailleurs présentée comme la principale garante d'une formation de qualité.

Conséquence: le libre accès aux hautes écoles, garanti actuellement par le diplôme de maturité, doit être aboli. Les hautes écoles ne devraient pas seulement avoir la compétence de fixer leurs taxes. Elles devraient également pouvoir choisir leurs étudiant-es selon leurs propres critères. Tant qu'il manquera une base légale pour de tels changements, Avenir suisse prône le renforcement de la sélection au tout début de la formation. La haute école de Saint-Gall est citée en exemple: à la fin de la première année d'étude (appelée «assessment year» [année d'évaluation]), des examens sélectifs sont organisés, avec pour but d'écartier un grand nombre des étudiants. ■

1. Cf. [www.avenirisuisse.ch/2018.0.html](http://www.avenirisuisse.ch/2018.0.html)

2. Cf. P. Streckeisen, «Les critères de Bologne», in *L'Encontre*, N° 16/2004; consultable en ligne sur [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org).

3. Selon les critères de Bologne, l'actuel diplôme de fin d'étude – la licence – est remplacé par deux: Bachelor, puis Master (qui correspond à l'actuelle licence). Cela introduit une sélection supplémentaire.

**ABONNEZ-VOUS!**

1 an: Fr. 20.–; soutien: dès Fr. 50.–.

N'hésitez pas! Utilisez le BV inséré dans ce numéro.

# Irak: l'impérialisme américain d'

Une année après la fin officielle de la guerre, l'Irak est devenue un bourbier pour l'impérialisme américain. Dans un entretien, **Gilbert Achcar** analyse la situation.

L'invasion de l'Irak, lancée par les troupes anglo-américaines le 20 mars 2003, devait répondre, selon ses instigateurs, à deux motifs: éliminer un prétendu arsenal d'armes de destruction massive, apporter la liberté et la démocratie au peuple irakien, écrasé par la tyrannie de Saddam Hussein.

Une année plus tard, l'arsenal d'armes de destruction massive est une tromperie démontée. Abou Ghraïb et ses tortures sont devenues les symboles de la «liberté» apportée par l'occupant. Ils illustrent le lien étroit entre impérialisme, domination coloniale, déshumanisation des dominés, racisme, tortures et massacres. Que le même type de sévices soient banals dans les prisons américaines (2,1 millions de détenus, 10 x plus que dans n'importe quel autre «démocratie», *FT*, 29 mai 2004), ne fait que confirmer l'imbrication existant entre guerre impériale et guerre sociale. La résistance nationale irakienne, multiforme, qui traduit un sentiment populaire très large, démocratique, est réprimée avec une extrême violence. Selon le ministère irakien de la santé, les affrontements depuis le 5 avril ont, à eux seuls, fait plus de 1168 morts et 2350 blessés (*Le Monde*, 26 mai 2004). Près de 43'000 Irakiens ont été arrêtés en un an, le plus souvent sans motif et seul 600 d'entre eux ont été déferés devant des tribunaux (*Financial Times*, 12 mai 2004).

Les préparatifs de plus en plus fébriles en vue du 30 juin, date du transfert officiel de souveraineté à un gouvernement irakien, mettent en lumière les stratégies déployées face au bourbier dans lequel la puissance impérialiste américaine s'est enlisée.

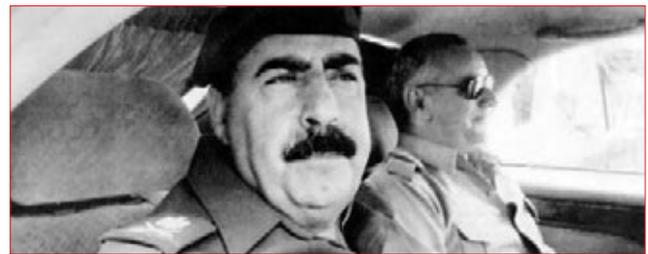
Les illusionnistes, Blair en tête, montent au front: l'ONU –marginalisée il y a une année– devrait jouer un rôle «clé» à l'avenir; le transfert de souveraineté devrait être «réelle». L'épisode de la désignation du nouveau «premier ministre» irakien, Ayad Allawi, montre ce qu'il en est. L'envoyé spécial de l'ONU, Lakhdam Brahim, était censé être compétent. Mais

Allawi, étroitement lié à la CIA depuis plus de 2 décennies, a été imposé par l'administration Bush. Brahimi, qui –comme l'ONU– accepte de se prêter à ce jeu, a été mis «*devant un fait accompli*», constate le *New York Times* (31 mai 2004). Quant à la «souveraineté», *The Economist*, fervent défenseur de l'occupation de l'Irak, rappelle «*qu'évidemment [elle sera] bidon*» (29 mai 2004). Sans même parler de qui aura autorité sur les 150'000 soldats d'occupations. Et pour disposer d'un instrument de propagande adéquat, l'autorité occupante américaine vient de confier à un bras droit de Rupert Murdoch, le magnat hyper-conservateur des médias, l'étude de la privatisation de la chaîne de télévision Al-Iraqiya (*Le Monde*, 26 mai 2004). L'administration Bush, et son allié Blair, est donc loin de lâcher prise: ce serait sous-estimer les enjeux, stratégiques et économiques –le pétrole en premier lieu, qui sont à l'origine de son redéploiement impérialiste. Ni Chirac, ni Poutine, ni Zapatero ne l'y invitent vraiment d'ailleurs: tous ont trop peur d'une déstabilisation de la région –et des conséquences néfastes pour leurs intérêts– pour miser sur un échec américain. Quant au candidat démocrate à la présidence américaine, John Kerry, il est partisan de renforcer les troupes américaines sur place.

La direction bourgeoise américaine incarnée par Bush a plus d'une fois réagi face aux difficultés par la fuite en avant. En cela, elle se retrouve –au-delà des convergences d'intérêts liés à la domination de la région– avec le gouvernement israélien d'Ariel Sharon, qui a franchi un nouveau pas avec son opération dévastatrice à Rafah.

La mobilisation anti-impérialiste internationale, contre l'occupation de l'Irak et contre l'écrasement du peuple palestinien, n'en prend que plus d'importance.

Pour éclairer la situation en Irak et au Moyen-Orient, **La brèche** s'est entretenue avec Gilbert Achcar le 5 mai dernier. (*JFM*, 31.05.04)



Double photo dans le *Financial Times* du 1<sup>er</sup> mai 2004. En haut, le 1<sup>er</sup> mai 2003, G.W. Bush annonce la fin de la guerre en Irak, triomphal sur le porte avion A. Lincoln. En bas, le 30 avril 2004, le général Saleh, vétéran de la garde républicaine de Saddam Hussein impliqué dans les massacres des chiites en 1991, en grand uniforme, va rencontrer l'occupant américain, pour recevoir le commandement de la force de sécurité irakienne à Fallouja (il a dû être remplacé suite aux protestations).

Vietnam. Pas au niveau militaire – il n'y a pas de commune mesure entre la guérilla irakienne et la guerre du Vietnam – mais au niveau politique: comme le Vietnam, l'Irak est devenu un énorme boulet pour la classe dirigeante des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont déjà dépensé près de 130 milliards de dollars pour leur présence en Irak, avec en ligne de mire le contrôle sur les richesses pétrolières considérables de ce pays. Mais, aujourd'hui, ils ne sont plus certains de pouvoir y rester...

## Comment caractériser les principales mesures de politique économique imposées par les Etats-Unis en Irak, en une année?

On constate à ce niveau également une première défaite américaine: Washington n'a pas encore eu la possibilité de changer la donne de l'exploitation du pétrole irakien, ce qui était pourtant son objectif fondamental.

Les Etats-Unis ne se sont pas lancés dans cette guerre pour les quelques industries de transformation ou services qui existent en Irak. Dans ce domaine, l'administration Bremer a appliqué son programme à la lettre, à coup de privatisations et d'attribution de marchés à des entreprises américaines, sans appels d'offres, y compris au détriment d'autres entreprises américaines – ce qui a provoqué de nombreux scandales.

Par contre, les Etats-Unis n'ont cessé de reporter les décisions en matière de pétrole, justement à cause de l'hostilité à leur égard qu'ils ont bien vite dû constater dans le pays. Or, plus le temps passe, plus l'hostilité populaire qui les a amenés à reporter les décisions s'intensifie.

Le projet de l'administration Bush n'était pas, comme on l'a dit parfois, de privatiser purement et simplement les ressources pétrolières irakiennes. Cela serait trop difficile à faire admettre. Son objectif était une privatisation qui ne dit pas son nom, sous la forme d'accords permettant aux compagnies pétrolières US de «co-exploiter», avec la compagnie d'Etat, le pétrole irakien. Mais, aujourd'hui, le principal souci des Etats-Unis est de savoir s'ils pourront se maintenir dans le pays et à quelles conditions.

## L'administration Bush a fait de la date du 30 juin celle du «transfert» de la souveraineté aux Irakiens. Qu'en est-il?

C'est à l'automne dernier que Bremer a annoncé officiellement son projet de soi-disant gouvernement irakien, réunissant des personnes désignées par l'occupant ou choisies par des assemblées elles-mêmes désignées par l'occupant. Il en a résulté un bras-de-fer avec pour principal adversaire, Sistani,

le plus haut dignitaire chiite en Irak.

Le «grand ayatollah» Sistani est un fiéffé réactionnaire sur le plan social, un traditionaliste moyenâgeux. Cependant, dans cette bataille, il est apparu comme celui qui défie le proconsul Bremer. Un homme éminemment réactionnaire est ainsi devenu le porte-parole de sa communauté et d'une majorité de la population irakienne, dans l'opposition aux plans des forces d'occupation. Malgré les différences importantes entre Sistani et Khomeini, notamment dans leur conception des rapports entre pouvoir politique et autorités religieuses, cette situation n'est pas sans rappeler le rôle que joua Khomeini en Iran dans la lutte contre le shah. Tout aussi ultra-réactionnaire en matière sociale ou de droits des femmes, Khomeini était devenu la principale figure d'opposition au shah d'Iran, à la fin des années 1970, en reprenant à son compte le thème de la démocratie, dans un premier temps.

Quand, en novembre 2003, Bremer a voulu forcer la main aux Irakiens, Sistani a relevé le défi et il a appelé à des manifestations, qui ont pris une ampleur considérable et ont obligé Bremer à reculer.

L'administration Bush s'est alors une nouvelle fois tournée vers les Nations unies pour obtenir une médiation et pour sauver sa face. Cette médiation a débouché sur la soi-disant promesse d'organiser des élections en janvier 2005. Je dis «soi-disant» parce que je ne crois pas que les Etats-Unis – en tout cas l'administration Bush – soient réellement disposés à organiser des élections libres en Irak.

Dans ce contexte, personne n'est dupe au sujet de l'échéance du 30 juin. Le gouvernement irakien mis en place restera de fait désigné par les puissances occupantes: même si la formation de ce gouvernement se fait par le biais de l'ONU, ce sont les Etats-Unis qui, en dernier ressort, l'introniseront. De plus, ce gouvernement ne sera pas souverain: il n'aura aucun contrôle sur les forces d'occupation, ni même, d'ailleurs, de pléines compétences budgétaires.

En réalité, le 30 juin, la véritable passation des pouvoirs ne se fera pas entre Bremer et le nouveau «gouvernement» irakien, mais entre Bremer et le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, John Negroponte. Negroponte a fait ses armes au Vietnam et il a trempé dans les plus sales épisodes de l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale dans les années 1980. Il est actuellement l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, en attendant de diriger à Bagdad la plus grande ambassade des Etats-Unis dans le monde, avec plus de 3000 fonctionnaires.

## GILBERT ACHCAR

D'origine libanaise, Gilbert Achcar est établi en France depuis 1983. Il est enseignant en sciences politiques à l'Université de Paris-VIII. Il collabore régulièrement au *Monde diplomatique*: dans le numéro d'avril 2004, il revient ainsi sur «Le Nouveau masque de la politique américaine au Proche-Orient». G. Achcar a notamment publié *Le choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial* (Complexe, 2002, rééd. 2004) et *L'Orient incandescent. Le Moyen-Orient au miroir marxiste*, aux éditions Page deux à Lausanne (2003).

Les lectrices et lecteurs de *La Brèche* peuvent commander le livre de Gilbert Achcar paru aux Editions Page deux, *L'Orient incandescent* (352 p.), au prix préférentiel de Fr. 25.– (au lieu de Fr. 36.–) en écrivant à la rédaction (cf. p. 2).



Début mai 2003, le président Bush annonçait la fin officielle des combats en Irak. Une année plus tard, comment caractériser la situation dans ce pays?

**Gilbert Achcar** – Ce qui se passe confirme ce que nous disions au tout début de l'invasion de l'Irak: «Les difficultés pour Washington et Londres ne font que commencer.»

Il était joué d'avance que le renversement de Saddam Hussein et l'occupation militaire du pays ne poseraient pas de problèmes à l'armée américaine, compte tenu de la disproportion énorme des forces en présence. Mais autre chose est de contrôler un pays comme l'Irak. L'avance technologique écrasante de l'armée américaine n'est alors plus aussi déterminante. Premièrement, il faut un nombre de soldats beaucoup plus important que ce que nécessite une simple victoire militaire. Or l'administration Bush a cru pouvoir occuper l'Irak avec un nombre très limité de soldats. C'est un des talons d'Achille de la puissance des Etats-Unis: le facteur humain, trop vite considéré comme dépassé, suite à la révolution technologique qui a bouleversé «l'art de la guerre». Deuxièmement, il faut avoir en face une popu-

lation contrôlable, c'est-à-dire qui manifeste un certain degré de résignation, voire d'acquiescence à l'occupation. Or c'est très loin d'être le cas. La majorité de la population irakienne a accueilli l'armée américaine avec un sentiment que l'on pourrait résumer ainsi: «Vous avez renversé Saddam Hussein, merci. Maintenant, quittez les lieux, on ne veut pas de vous comme puissance occupante.»

Ce sentiment est au fondement du mouvement d'opposition à l'occupation, qui fait bouillir de neige et qui se traduit presque quotidiennement par des opérations armées. À mon avis, ce n'est cependant pas cela qui est déterminant. Le plus important, c'est le caractère massif du rejet de l'occupation, ce sont, par exemple, les manifestations gigantesques, qui se sont déroulées, lors du bras-de-fer entre le proconsul Bremer et le «grand ayatollah» Sistani sur la question des élections.

C'est cela qui fait que le projet de l'administration Bush est en échec et que l'Irak est déjà devenu un «bourbier»: l'armée américaine y est enlisée et la situation ne fait qu'empirer, sans perspective de sortie honorable. Dans ce sens, il y a des points de comparaison avec le

# ans un bourbier

**Quelles sont les lignes de forces des réalignements politiques et sociaux en cours en Irak ?**

La fracture la plus importante ne passe pas entre chiïtes et sunnites, mais entre Arabes et Kurdes.

Aujourd'hui, les Kurdes sont la seule fraction de la population irakienne qui approuve l'occupation et qui croit que c'est dans son intérêt de la perpétuer. Il est vrai que le Kurdistan irakien a bénéficié, à partir de la fin de la première guerre du Golfe en 1991, d'une autonomie réelle et d'un statut très privilégié en comparaison avec le reste de l'Irak. Il a échappé à la dictature de Saddam Hussein. Il a même pu prospérer économiquement en servant de poumon au reste du pays soumis à l'embargo de l'ONU, ce qui a favorisé le développement de toutes sortes de trafics. Tout cela s'est fait sous la protection des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Pour le reste, le paysage politique est fractionné. Il n'existe pas une force hégémonique, susceptible de gouverner le pays.

Pour cette raison, les perspectives pour une certaine forme de démocratie en Irak sont réelles, à mon avis, à condition, bien sûr, qu'il soit mis un terme à l'occupation. Je dis cela dans le sens où, par exemple, on peut affirmer que l'Iran est aujourd'hui infiniment plus « démocratique » que le royaume saoudien. En Iran, il y a des batailles électorales, qui ne sont pas un pur simulacre. Il y a une pluralité de forces politiques, même si c'est dans certaines limites bien connues. Il existe une vie politique iranienne réellement conflictuelle, qui n'a rien à voir avec l'intégrisme islamique totalitaire du royaume saoudien, ni avec l'excitateur semi-fasciste de Saddam Hussein. Le potentiel en Irak pour un certain fonctionnement démocratique est plus grand encore qu'en Iran, car il n'y a pas de force politico-clicérale irakienne hégémonique. De plus, au sein de la population, la majorité chiïte cohabite avec une minorité sunnite, sans parler des autres minorités, et aucune communauté n'est homogène, du reste. Tout cela contribue à l'existence de conditions objectives pour un fonctionnement pluraliste, même si c'est dans certaines limites.

Les Etats-Unis ont, involontairement, créé les conditions de cette possible démocratisation. En effet, ils ont cru qu'ils contrôleraient plus facilement le pays en détruisant son appareil d'Etat, celui de Saddam Hussein. Aux Etats-Unis, presque tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire que la dissolution de l'armée et des services en tous genres, ainsi que la « débaasification » – qui a exclu des dizaines de milliers de fonctionnaires, la plupart membres du parti par strict opportunisme et qui ne sont pas facilement remplaçables – ont représenté une bête mortelle. Les Etats-Unis se sont ainsi privés de la seule force qui aurait été susceptible de perpétuer un contrôle de la population: un appareil d'Etat répressif et bien rodé.

Cela a créé une situation difficilement réversible. On ne reconstruit pas facilement un appareil d'Etat que l'on a dissout depuis plus d'un an. On a vu à Fallouja que la tentative de recourir à un général de l'ex-Garde républicaine pour stabiliser la situation a provoqué un tollé tel que l'armée américaine a dû en partie reculer.

Dans ce contexte, la seule possibilité de recomposer un Etat irakien est de le faire dans un cadre pluraliste, au moins dans un premier temps.

**Quelle est la place des mouvements ayant une dimension démocratique et sociale et qui sont indépendants des grandes forces religieuses ou politiques ?**

Il y a à ce sujet une déception énorme. On pouvait être optimiste avant l'invasion: l'Irak a connu dans son histoire une gauche communiste massive, particulièrement dans les années 1950 et 1960. Bien qu'écrasée en Irak par Saddam Hussein, elle continuait à représenter en exil – où vivaient quatre millions d'Irakiens avant le début de la guerre – une force réelle. On aurait pu s'attendre à ce que cette tradition,

qui conservait des racines dans le pays, renaisse de ses cendres. Or, le Parti communiste irakien, après avoir eu une attitude relativement correcte avant la guerre – il était opposé à Saddam Hussein, ce qui va de soi, mais aussi à la guerre qui se préparait et au projet de domination des Etats-Unis – a accepté de participer au CIG désigné par l'occupant. Le parti communiste irakien a ainsi réussi la gageure de passer de la participation au gouvernement baasiste, au début des années 1970, à la participation à un conseil de collaborateurs de l'occupation américaine. Cela a très largement discrédité ce parti et la tradition communiste.

Il existe d'autres forces plus à gauche, mais elles ne font pas le poids face aux enjeux du pays. Comme en Palestine et dans toute la région, ce sont les intégristes islamiques au discours le plus radical contre la domination occidentale qui ont pris le dessus et capté le ressentiment populaire. De ce point de vue, les conséquences de l'attitude du parti communiste irakien sont très lourdes.

**L'administration Bush est confrontée à de grosses difficultés. Quels types de réponses cherche-t-elle à mettre en place et quels débats cela ouvre-t-il au sein de l'establishment américain, entre Républicains et Démocrates ?**

La principale différence sur ce dossier, entre Kerry et Bush, réside dans la plus grande disposition de Kerry à redistribuer le gâteau, avec la France et la Russie notamment, afin de permettre une internationalisation plus grande de la gestion de l'Irak, par le truchement de l'ONU. Il pense que cela permettrait de désamorcer la violente opposition à l'occupation du pays. C'est ce que Kerry veut dire lorsqu'il affirme qu'il serait capable, contrairement à Bush, de renouer les liens avec les alliés.

L'administration Bush persiste de son côté à vouloir aménager la présence américaine sans céder de terrain quant au contrôle de l'Irak. Compte tenu de l'évolution de la situation, cela me semble presque impossible. Mais cela ne veut pas dire non plus qu'une solution à la Kerry ait beaucoup plus de chance de résoudre la quadrature du cercle:

maintenir le contrôle des Etats-Unis sur l'Irak – y compris leur présence militaire dans le pays – tout en le pacifiant.

En effet, si l'on rentre dans un processus directement contrôlé par le Conseil de sécurité des Nations unies, la pression pour des élections libres sera trop forte pour y résister. Et je vois mal comment des élections en Irak pourraient porter au pouvoir un quelconque gouvernement s'accommodant de la présence des troupes américaines.

**Le 30 juin, la véritable passation des pouvoirs ne se fera pas entre Bremer et le nouveau « gouvernement » irakien, mais entre Bremer et le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, John Negroponte.**

Cela dit, les impondérables sont nombreux. C'est une région très instable, où peuvent intervenir des mutations brutales. Personne, par exemple, ne peut miser sur la pérennité des régimes syrien ou iranien. La situation est même en train de devenir critique dans le royaume saoudien, pourtant relativement préservé jusqu'à ce jour sous une chape de plomb.

En réalité, les politiques pratiquées jusqu'ici par les Etats-Unis au Moyen Orient, dans ce qu'elles ont de commun d'une administration à l'autre, ne peuvent qu'alimenter le désordre et une forme de descente dans la barbarie – j'avais parlé après le 11 Septembre de « choc des barbaries ».

D'un côté, le scandale des sévices et des tortures pratiqués par des soldats américains en Irak et en Afghanistan, les centaines de prisonniers privés de tout droit à Guantanamo, en violation des conventions internationales, illustrent les pas franchis dans cette spirale régressive du côté américain.

De l'autre côté, au Moyen-Orient, tous les héros populaires sont aujourd'hui des intégristes musulmans: Ben Laden, les chefs du Hamas, du Hezbollah libanais, Moqtada Al-Sadr, etc. On mesure ainsi la dynamique régressive qui pèse lourdement sur la région et qui rend la situation particulièrement sombre.

**Mais n'y a-t-il pas aussi des tendances opposées ?**

Dans ce tableau très inquiétant, il y a heureusement quelques petites lueurs d'espoir. Le mouvement mondial contre la mondialisation néolibérale et contre la guerre commence à avoir un impact, très modeste pour l'instant, dans des pays comme le Maroc, l'Egypte ou la Syrie, et il suscite des activités s'inspirant de ce qui se passe en Europe. Le premier forum social marocain a ainsi rassemblé quelques centaines de personnes en 2003 et il tiendra une seconde édition cet été. Un petit mouvement contre la mondialisation cherche à se développer en Syrie. Ces quelques lueurs sont, ainsi, essentiellement dues à des facteurs exogènes; les facteurs endogènes alimentent plutôt la radicalisation sur le terrain de l'intégrisme islamique.

L'impact nouveau du mouvement altermondialiste renvoie à des changements importants: l'information circule infiniment plus que par le passé au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Les chaînes de télévision satellitaires en arabe ont ébréché les chapes de plomb imposées par les régimes autoritaires de la région, qui ne peuvent pas, non plus, contrôler complètement l'accès à Internet.

Ce nouveau contexte peut aussi favoriser l'émergence de nouveaux courants de gauche. Pour se développer, ceux-ci devraient privilégier les domaines sur lesquels les intégristes sont, par essence, incapables de leur faire concurrence: le terrain social, les droits des femmes, la dénonciation du capitalisme sauvage et de ses ravages à l'échelle de la planète. Bien entendu, toute gauche digne de ce nom doit aussi s'opposer à l'occupation et aux plans de domination occidentaux; mais elle ne saurait, sur ce terrain-là, tenter de battre les intégristes, qui occupent très largement la scène. (5 mai 2004)

**ALENCOTRE.ORG**

Un site régulièrement mis à jour, avec des informations sur l'Irak, la Palestine, le Brésil, l'Argentine, etc.

## «La situation des Palestiniens est pire que jamais...»



A Rafah, en une semaine, l'armée israélienne a, selon l'ONU, détruit 180 maisons laissant 1000 Palestiniens sans toit, et tué plus de 40 personnes.

**Depuis le début de la seconde Intifada, en septembre 2000, la répression israélienne à l'encontre des Palestiniens n'a cessé de croître. La construction du mur avance inexorablement. L'administration Bush a donné son feu vert au plan Sharon qui ferme la porte aux réfugiés palestiniens et implique l'annexion d'une partie importante de la Cisjordanie. Le quartet (USA, ONU, Union européenne et Russie) suit. Assistez-t-on à une nouvelle Nakba pour les Palestiniens ?**

**Gilbert Achcar** – La seconde Intifada a malheureusement été partie intégrante de cette dynamique régressive. Elle a été beaucoup moins efficace que la première dans la lutte contre l'occupation israélienne. Cela découle du fait que les Palestiniens sont en quelque sorte tombés dans le piège de la

militarisation de l'Intifada. Je crois que, de manière assez délibérée, on a favorisé du côté israélien cette militarisation de l'affrontement. Cela permettait de recourir aux grands moyens, sous prétexte qu'il ne s'agissait plus de mater des manifestations, mais de mener une guerre – le terme est utilisé jusqu'à satiété du côté israélien.

Du côté palestinien, cette dynamique a abouti à une forte réduction de la participation populaire. La différence est frappante entre le caractère de masse de la première Intifada et la seconde. La participation directe des femmes en est un indice: elle était remarquable dans la première; elle est complètement absente de la seconde.

Cela correspond parfaitement à ce que souhaitait quelqu'un comme Ariel Sharon, qui a joué un rôle décisif dans la provocation initiale en septembre 2000, et qui a pu ensuite

surfer sur cette situation pour remporter les élections de février 2001. Depuis lors, il n'arrête pas de jeter de l'huile sur le feu, car c'est de ce brasier qu'il tire sa propre force. Aujourd'hui, la situation des Palestiniens est pire qu'elle n'a jamais été dans toute l'histoire du conflit israélo-palestinien<sup>1</sup>. Il n'y a jamais eu une telle détresse. Ce peuple est en train d'être complètement étranglé; une politique d'expulsion rampante est de fait à l'œuvre. La politique du gouvernement israélien crée une situation tellement invivable qu'elle contraint un nombre croissant de Palestiniens à l'exode. Ceux et celles qui restent prisonniers de cet étau seront ensuite concentrés dans quelques enclaves placées sous haute surveillance.

Cette dynamique favorise les extrêmes de part et d'autre. Sharon en profite du côté israélien. Du côté palestinien, c'est le Hamas qui prend le dessus, car ce mouvement est le plus violent de tous dans son opposition à l'occupation et au sionisme. Cela aggrave l'impasse historique dans laquelle se trouve cette partie du monde.

1. Nakba: «la catastrophe». Désigne dans la mémoire collective palestinienne et arabe l'expulsion massive des Arabes palestiniens en 1948, au moment de la création de l'Etat d'Israël. De mai à décembre 1948, plus de la moitié de la population arabe résidant en Palestine devra quitter ses terres et s'enfuir.

2. L'interview a été réalisé avant l'offensive de l'armée israélienne à Rafah, du 17 au 24 mai. Celle-ci a fait plus de 40 morts. Selon l'ONU, 180 maisons ont été détruites, laissant 1000 Palestiniens sans abri. Selon Amnesty International, plus de 3000 maisons palestiniennes ont été détruites ces trois dernières années, dans le cadre de punitions collectives ou parce qu'elles faisaient obstacles à l'extension de colonies israéliennes (NZZ, 18 mai 2004).

# Le CMF: Davos en moins grand et en plus hypocrite

Le Crans Montana Forum (CMF), le Davos discret mais efficace des Alpes valaisannes, se réunit fin juin. Manifestation le 26 juin.

JOËL VARONE

Comme chaque année depuis bientôt 15 ans, le Crans Montana Forum (CMF) se tiendra sur les hauts de Sierre (VS), du 24 au 27 juin, dans la station huppée de Crans Montana.

Comme chaque année il attirera son lot d'hommes politiques et de représentants de gouvernements ouvrant l'économie de leurs pays aux investissements des multinationales.

## De l'Est au Moyen-Orient

Après s'être concentré durant ses premières années sur les pays de l'Est et après avoir facilité la vente de pans entiers des entreprises nationalisées aux multinationales d'Europe de l'Ouest, le CMF a élargi ses zones d'intérêts, notamment en direction de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Ainsi, durant les dernières éditions, l'Iran – qui entreprend une vaste politique de libéralisation économique depuis une dizaine d'années – a souvent été au cœur des discussions et au centre des tractations. Alors que l'année dernière des grèves d'étudiants (entre autres contre la libéralisation du secteur universitaire) secouaient tout le pays et que plus de 1500 étudiants étaient arrêtés, le ministre des Affaires économiques d'Iran présent au Forum, M. Mohammad Hossein Adeli, déclarait à la presse: «Le

problème s'est réglé de façon satisfaisante... L'expression populaire se fait en Iran, comme en France et ailleurs en Europe.»<sup>1</sup>

## La délégation irakienne sera une des plus fortes. Elle sera composée en grande partie des marionnettes mises en place par Washington.

Les ravages du capitalisme contemporain, de même que la nature non-démocratique voire dictatoriale des représentants des gouvernements faisant le déplacement à Crans Montana ne semblent cependant nullement stopper le cynisme des organisateurs pour qui «Le Forum de Crans Montana entend bien que le modus vivendi de la globalisation soit moins brutal et pyramidal qu'il ne l'est actuellement. Une autre globalisation est possible [...] Tel est le sens philosophique de notre Forum.»<sup>2</sup>

## Attac-France et le Forum

Cette logorrhée servie depuis quelques années maintenant par les tenants du capitalisme contemporain ne saurait résister à l'épreuve des faits. Il n'empêche: pas plus tard que l'année passée, le président d'Attac-France, M. Jacques

Nikonoff, a participé à ce forum, sans en avertir la section suisse du mouvement. Sa présence a ainsi cautionné l'image philanthropique que tente de se construire le CMF. Pour se justifier, M. Nikonoff déclarait à la presse locale: «Les deux rencontres [le CMF et le forum de Davos] sont différentes. A Crans Montana, c'est autre chose que la seule réunion de l'élite politico-financière du monde. Ici, je ne vois pas les grandes puissances et les représentants de Bush. A Davos, les pays du Sud ne sont que des otages.»<sup>3</sup> M. Nikonoff semble oublier qu'à Crans Montana, tout comme à Davos, ce sont avant tout les populations elles-

mêmes qui sont otages de leur gouvernement!

## L'Irak au centre des appétits

Au forum de Crans Montana, la délégation irakienne sera cette année une des plus fortes. Elle sera composée en grande partie des marionnettes du Conseil intérimaire de gouvernement mis en place par Washington et qualifié par l'ONU de «large-ment représentatif»<sup>4</sup>. Ils y viendront vendre leur pays ou, dans leur jargon, chercher des investisseurs, européens pour la plupart.

A quelques jours de la passation du pouvoir en Irak, nous aussi nous viendrons à Crans Montana, mais pour

## MANIFESTATION LE SAMEDI 26 JUIN

La manifestation du samedi 26 juin – **Montana, 15h, Lac de Moubra** – contre le Forum de Crans Montana est organisée par la Coordination anti-cmf. Cette coordination, valaisanne, regroupe pour la première fois depuis fort longtemps des militants du Haut-Valais (germanophone) et du Bas-Valais (franco-phonie). Elle augure de perspectives de convergences fructueuses entre jeunes et militants de cette région, dans une perspective anticapitaliste. Un appel de la Coordination anti-cmf circule en ce moment pour soutenir cette manifestation. Des déplacements collectifs seront organisés depuis différentes villes et notamment depuis Sierre. **L'appel à la manifestation et des infos pratiques sur <http://anticmf.lautre.net>. Un car est organisé depuis Sierre pour se rendre à Montana. Départ 14h30 de la gare; inscription obligatoire au 079 451 01 88. Si vous êtes intéressé(e) à participer à cette manifestation, renseignez-vous auprès des sections du MPS (cf. p. 12).**

dénoncer l'hypocrisie de ce Forum, pour dénoncer la politique impérialiste en Irak, pour affirmer notre solidarité avec les peuples en lutte. N'en déplaise à M. Carteron (avocat d'affaire, ex-conseiller du dictateur haïtien Duvalier et organisateur du forum), pour qui «il serait inconcevable et inacceptable que les participants du Forum de Crans Montana ne puissent pas

consommer paisiblement un café à une terrasse de la station ni se promener librement avec leurs conjoints pour un court shopping dans des rues calmes et conviviales!»<sup>5</sup>

1. Le Nouvelliste, vendredi 27 juin 2003
2. Carteron, Jean-Paul: *La fin des arrogances*, Le cherche midi, 2002, p. 33
3. Le Nouvelliste, samedi 28 juin 2003
4. Résolution 1500 du Conseil de sécurité de l'ONU
5. Carteron, Jean-Paul: *op. cit.*, p. 46

## Premier mai combatif à Berne et Zurich

Le Mouvement pour le socialisme (MPS) s'est engagé pour que s'exprime, à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, une politique combative, appelant à voter 3 x NON lors des votations du 16 mai (cf. pp. 2 et 3).

A Berne, l'appel lancé par le MPS a permis à plusieurs groupes locaux – Action étudiants indisciplinés, Antifa Berne, Coordination anti-OMC, réseau Pandora, PdA, MPS – de s'unir sur une plate-forme commune. Ils ont ainsi animé ensemble une partie de la manifestation. Cette coalition a regroupé les groupes qui ont été, ces derniers mois, les plus actifs dans le cadre des mobilisations contre le WEF de Davos, contre la guerre et contre le démantèlement de la formation.

A Zurich, le MPS a participé au 1<sup>er</sup>

Mai avec son propre tronçon, comme en 2003 (cf. photo). Les affiches du MPS appelant à voter 3 x NON le 16 mai ont suscité de nombreuses discussions parmi les

salarié-es présent-es. Cette affiche a également été placardée dans les rues de Bâle ainsi que de nombreuses autres villes de Suisse alémanique.



Une présence animée et remarquée pour le MPS au 1<sup>er</sup> Mai de Zurich.

(Photo: Lothar Moser)

## Nestlé met Perrier sous pression

Depuis la mi-avril, les salariées de Perrier-Vittel, usine d'embouteillage appartenant au groupe Nestlé-Waters France, sont en grève. Ils revendiquent des augmentations salariales et des embauches pour compenser plus de 1000 départs et mises à la retraite prévus par Nestlé. **La brèche** s'est entretenue avec **Christian Sommacal**, délégué CGT au comité d'entreprise Perrier-Vittel.

**Quelles sont les raisons du conflit chez Perrier-Vittel? C. Sommacal** – Premièrement, dans le cadre des négociations annuelles avec la direction, nous avons demandé une hausse salariale liée au fait que nous avons énormément produit l'an dernier, en raison de la canicule. Nous considérons qu'il est légitime d'obtenir une prime exceptionnelle liée à la surcharge de travail. La direction n'a rien voulu entendre et elle a

d'emblée fermé la porte à la revendication d'une prime pour toutes et tous.

La deuxième raison est que la direction de Nestlé Waters France prépare un projet de restructuration de l'ensemble de la production, baptisé GPEC 4. Ce plan planifie 1047 départs de salariées sur les quatre sites de production que possède Nestlé Waters France, dont l'usine Perrier-Vittel fait partie. La direction dit que ce ne sont pas des licenciements, mais des départs à la retraite, des préretraites, etc. Mais elle ne donne pas d'informations sur les conditions dans lesquelles les préretraites seront prises. Et un gros problème surgit avec les remplacements prévus. En effet, sur ces 1047 départs, seuls 185 postes seront remplacés. Il est assez clair que l'objectif est une importante hausse de la productivité, et donc une pression accrue sur toutes les salariées du groupe. Nous revendiquons des embauches compensatoires plus élevées.

**Quels sont les emplois qui seraient supprimés?** Ici, à Perrier-Vittel, la plupart des emplois supprimés seront

certainement externalisés. Il existe de nombreux services liés à l'entretien, au nettoyage, à la surveillance, à la mécanique, aux cantines ou aux boutiques qui pourraient être sous-traités. L'autre grand poste où seront certainement supprimés des emplois sera l'embouteillage, ce qui impliquera une baisse du nombre des opérateurs sur les lignes.

Nous ne nous opposons pas forcément aux départs en retraite; mais nous voulons des embauches compensatoires, avec un calendrier clair. D'autant plus que les plans de la direction prévoient une hausse importante de la production ces prochaines années. Nous avons produit 850 millions de bouteilles en 2003 et la direction veut que nous arrivions à 1,2 milliard en 2010. En résumé, ils veulent que nous produisions plus, avec moins de salariées.

**Comment s'organise cette grève «tournante»?**

Tous les jours, nous organisons des assemblées de salariées pour discuter de la poursuite du mouvement. De très larges majorités se dégagent

pour continuer, jusqu'à ce que la direction accepte d'entrer réellement en négociation sur nos revendications. Le taux de participation à la grève est de plus de 70% de l'ensemble des salariées. La tradition d'organisation est importante ici, et les salariées ont l'habitude de se battre contre la direction, surtout depuis le rachat de la source par Nestlé, en 1993.

**Comment la direction a-t-elle réagi?**

Elle a maintenu son refus de négocier sur les points centraux: les salaires et les embauches. Puis elle est passée à la phase de menaces et de répression en annonçant, après deux semaines de conflit, qu'elle allait licencier tous les CDD (contrats à durée déterminée) dès la fin de leur contrat. Tout le monde a trouvé inacceptable ce que ce soient les CDD, c'est-à-dire les plus précaires, qui sont

ainsi réprimés. Les CDD eux-mêmes ont souhaité la poursuite de la grève et sont parmi les plus motivées pour continuer. L'administration centrale de Nestlé Waters France, qui est aussi sur le site de Perrier-Vittel, participe également aux actions. Notre mouvement reste fort et uni malgré les menaces.

**Quelles menaces?**

Le CEO de Nestlé, P. Brabeck, a indiqué en début d'année dans la presse financière que Nestlé pourrait vendre Perrier. Une transaction de la taille de Nestlé à sa propre stratégie, avec des critères que nous ne connaissons pas. Si Perrier est une marque prestigieuse qu'on verrait mal Nestlé vendre à un concurrent, on ne peut pas être sûr non plus de quel sera le futur de la source dans le groupe suisse. Ces stratégies se décident entre quatre ou cinq personnes à Vevey.

## «Projet Globe»

«La réorganisation industrielle mondiale de Nestlé s'accélère», constate *Le Figaro* (29 mai 2004). En France, Nestlé ferme son usine de Saint-Menet à Marseille, qui produit du café soluble. *Le Figaro* rappelle que cela s'inscrit dans une réorganisation mondiale: le «projet Globe» qui doit générer 6 milliards de fr. d'économies d'ici 2006 (en 2003, Nestlé c'est 88 milliards de chiffre d'affaires et 6,2 milliards de bénéfice net). Selon la Deutsche Bank, le groupe veut ainsi «enregistrer des croissances de chiffre d'affaires et de bénéfice bien supérieures à celles de ces 20 dernières années». Les salariées, mis en concurrence sur la planète entière, trinquent.

**L'EMPIRE NESTLÉ: UNE TRANSNATIONALE, DES ENJEUX DE SOCIÉTÉ**

**Forum à Vevey, samedi 12 juin de 9h30-19h (cf. agenda, p. 11)**

# Un double référendum contre la politique migratoire du Conseil fédéral

LEtr, LAsi: la majorité de droite au Parlement façonne une politique migratoire discriminatoire, répondant aux besoins du patronat. Le PSS multiplie les renoncements.

LIONEL ROCHE

«Je vais bien dormir cette nuit: pour la première fois la Suisse a une politique d'immigration cohérente.» (*La Liberté*, 7 mai 2004). Cette belle déclaration de satisfaction, à l'issue de la deuxième journée de débat du Conseil national au sujet de la nouvelle loi sur les étrangers (LEtr), ne vient pas d'un partisan de la ligne dure, mais de Christian Levrat, président du Syndicat de la communication, conseiller national PS et figure montante de ladite gauche combative romande. Elle révèle le degré de renoncement atteint par le Parti socialiste suisse (PSS) lors de cette session parlementaire. Le Parti démocrate-chrétien (PDC) et le Parti radical (PRD) ont pu se livrer à une surenchère de mesures discriminatoires et répressives, afin de concurrencer l'Union démocratique du centre (UDC) sur son terrain. Plus que jamais, l'UDC donne le ton en matière de politique migratoire: ses thèses sont désormais ouvertement portées par le «centre droit» (PDC, PRD), sans véritable opposition de la part du PSS, et parfois même avec son soutien.

## Une politique xénophobe et utilitariste

Le Conseil national a entamé, début mai, les discussions parallèles sur la nouvelle Loi sur les étrangers (LEtr) et sur la 6<sup>e</sup> révision de la loi sur l'asile (LAsi). Objectif: adapter la politique suisse de recrutement de la main-d'œuvre, ainsi que les mesures répressives de lutte contre l'immigration illégale, à la nouvelle donne que représentent l'élargissement de l'Europe à 25 ainsi qu'à la «lutte contre le terrorisme».

En juin, les débats sur la LEtr se poursuivront. Ensuite le Conseil des Etats se saisira

des deux projets de loi. L'ensemble du processus parlementaire devrait durer jusqu'à fin 2005.

En agissant maintenant, la Suisse se met au diapason du durcissement européen en matière d'immigration et d'asile. En même temps, elle répond aux besoins immédiats du patronat helvétique en main-d'œuvre hyperflexible, docile et peu chère. Il s'agit aussi de donner de nouveaux gages de fermeté à une population suisse toujours plus sous pression sociale, et dont une part significative voit dans les thèses chauvines et réactionnaires un horizon susceptible de répondre à ses inquiétudes et fantasmes.

## La Suisse se met au diapason du durcissement européen en matière d'immigration et d'asile. En même temps, elle répond aux besoins du patronat helvétique en main-d'œuvre.

La 6<sup>e</sup> révision de la LAsi multiplie les non entrées en matière, accélère les procédures et facilite les renvois. Elle permettra d'exclure du droit d'asile des milliers de personnes, que l'on retrouvera ensuite sans-papiers et sans-droits dans les soutes de l'économie helvétique. Ces mêmes personnes seront ensuite stigmatisées, accusées d'être des «délinquants» ou des «profiteurs»: c'est ainsi que l'on entretient les sentiments racistes et xénophobes, indispensables au renforcement d'une politique migratoire répressive et discriminatoire.

La LEtr permettra, elle, de choisir, contrôler et placer les immigrés extra-européens désireux de venir travailler en Suisse en fonction des besoins de l'économie. Il s'agit de systématiser un modèle utilitariste et discriminatoire d'admission et d'exploitation des immigrés, en fonction de leur origine et de leur qualification.

## Contre les étrangers extra-européens

La LEtr veut inscrire dans la loi un ensemble de dispositions existant déjà aujourd'hui sous la forme d'ordonnance d'application de l'actuelle Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE). Elle introduira aussi de nouvelles règles – en matière de permis de courte durée, de regroupement familial, de lutte contre les mariages blancs, etc.

Toutes ces mesures sont censées répondre de manière appropriée à la «gestion» des flux migratoires et aux exigences patronales en matière de main-d'œuvre. Pour faire bonne mesure, le gouvernement tente de vendre son projet en y introduisant trois misérables articles sur le thème de l'«intégration».

A l'issue de la session de mai, le Conseil national a fait des pas substantiels vers un durcissement de la législation. D'une part il a adopté la 6<sup>e</sup> révision de la LAsi. D'autre part, il a commencé à discuter la LEtr:

- En matière de recrutement de la main-d'œuvre, la LEtr fixera dans la loi le système binaire d'admission, donnant la priorité aux travailleurs de l'Union européenne (UE) et de l'AELE (Norvège, Islande et Liechtenstein). Cela veut dire qu'en dehors d'une minorité de gens «utiles», triés sur le volet et acceptés au compte goutte dans le cadre des

contingents fixés par la Confédération, les travailleurs extra-européens n'auront plus aucune chance d'obtenir un titre de séjour et de travail légal en Suisse.

- Si, pour l'instant, le Conseil national a refusé de réintroduire le statut de saisonnier, il a en revanche accepté la généralisation des permis de courte durée, y compris pour les travailleurs non qualifiés.

- Enfin, les députés ont approuvé un durcissement sévère des dispositions en matière de regroupement familial.

En juin, le National poursuivra l'examen de la LEtr et il discutera des dispositions relatives aux mesures de contraintes, aux expulsions, aux mariages blancs, etc. Autant de sujets qui, au vu des débats de mai, laissent à penser que le pire est encore à venir...

## Une usine à sans-papiers

Au final, la LEtr se révèle être un instrument perfectionné de précarisation des immigrés et de division des salariées.

Les permis de courte durée, valables de six mois à deux ans, non renouvelables et non convertibles en permis plus stables, feront exploser le nombre des contrats de travail précaires. En même temps ils empêcheront l'intégration de leurs titulaires, avant de produire massivement de nouveaux sans-papiers.

Il en va de même pour le durcissement en matière de regroupement familial. Désormais les demandes de regroupement familial devront être déposées dans les 5 ans suivant l'arrivée en suisse, et même dans un délai de un an pour les enfants de quatorze ans et plus. Or le regroupement familial est subordonné à des critères économiques – indépendance financière, logement adapté, etc. – le plus souvent impossibles à remplir dans un délai aussi court. Ne pouvant obtenir légalement le regroupement familial, de plus en plus d'immigrés feront venir leur famille clandestinement, puis tenteront de régulariser leur situation.

En choisissant de discuter la LEtr et la LAsi en parallèle, le Conseil fédéral et le Parlement montrent qu'ils envisagent ces deux lois comme un tout, devant fonctionner ensemble. Ainsi les dispositions en matière d'expulsion et de mise sous contraintes, qui concernent aussi les requérants d'asile, sont inscrites dans la LEtr et non dans la LAsi. Nous sommes donc face à un paquet raciste et xénophobe, qui l'aurait combattu comme tel.

## Pour un double référendum

Résister à la LEtr et à la LAsi exige le lancement d'un double référendum contre ces deux objets. C'est le seul moyen d'ouvrir et de stimuler un grand débat national sur la nature et la fonction de la politique migratoire de ce pays. Pour cela il faudra rassembler au plus vite les forces de toutes celles et tous ceux pour qui la défense des droits des immigrés et requérants d'asile a un sens.

## Que fait le Parti socialiste?

A l'issue de cette session parlementaire on peut dire que le Parti socialiste suisse (PSS) a choisi, avec la majorité «centriste» de la droite bourgeoise, de manier la carotte et le bâton en matière de politique migratoire: très dur en matière d'asile et plus souple, en apparence, en matière d'immigration.

Dans un premier temps, le PSS a accepté l'entrée en matière sur la LAsi. Puis il a refusé celle sur la LEtr. C'est le reflet de sa conception de la politique migratoire, qui se résume au binôme répression/intégration. D'un côté, on cherche à empêcher toute nouvelle immigration extra-européenne et à lutter contre les abus et l'immigration illégale, en durcissant la Loi sur l'asile et la lutte contre le travail au noir. De l'autre, on dit vouloir améliorer la situation des immigrés légaux et favoriser leur intégration.

«Je vais bien dormir cette nuit: pour la première fois la Suisse a une politique d'immigration cohérente»  
Christian Levrat, conseiller national PS.

La proposition des socialistes visant à inscrire dans la LEtr la circulaire Metzler du 21 décembre 2001 – prévoyant l'examen des demandes de régularisation des sans-papiers remplissant un ensemble de critères «d'intégration» extrêmement arbitraires et nombreux, après quatre ans de séjour illégal – s'inscrit dans cette logique. Il s'agit de «mettre les comptes à zéro» avant de durcir la chasse aux sans-papiers. Cette proposition – gagnée à une voix près – n'a pratiquement aucune chance de résister lors des discussions au Conseil des Etats. De plus, elle ne résoudra pas la question de la régularisation des 300'000 sans-papiers

vivant en Suisse. Elle revient à officialiser un sous-statut de sans-papiers et à renforcer la politique d'expulsion, accompagnée de quelques régularisations au cas par cas. Les conditions posées pour une régularisation – emploi fixe, indépendance financière, logement de qualité, etc. – sont tellement déconnectées de la réalité sociale de l'immense majorité de personnes sans-papiers que seule une infime partie d'entre eux pourra être régularisée dans ce cadre-là.

A cela s'ajoute le fait que de telles propositions sèment le trouble et distillent de faux espoirs chez les sans-papiers qui luttent pour leur régularisation. Si elle était adoptée, une telle mesure se révélerait rapidement être un piège se refermant sur une majorité de sans-papiers déposant une demande de régularisation. En effet, en cas de refus, la machine à expulsion se mettrait alors immédiatement en marche. Sans volonté d'agir pour modifier le rapport de force social et politique, déconnecté de la réalité du terrain et des mouvements, le PSS tente ainsi de cacher ses renoncements derrière des propositions creuses et démagogiques.

## Asile: la curée!

La gauche parlementaire s'est encore davantage alignée sur les propositions de la majorité bourgeoise au sujet de la Loi sur l'asile. Elle a apporté 33 voix décisives en soutien à cette révision, sous prétexte qu'elle permettra de légaliser la pratique des admissions à titre humanitaire. Le PSS fait ainsi partie, avec le PDC, le PRD et les évangélistes – l'UDC a voté contre –, des principaux appuis à une loi qui permettra à la Suisse de refuser 98% des demandes d'asile et de «produire» ainsi massivement de nouveaux travailleurs sans-papiers et sans-droits. Par peur d'affronter le racisme et la xénophobie qui imprègnent une partie de son électoral, le PSS renonce ainsi à défendre et à promouvoir un droit fondamental – le droit d'asile.



La politique migratoire des autorités condamne des dizaines de milliers de personnes à vivre en Suisse sans papiers... ce qui profite à de larges secteurs du patronat.

# Italie: les pièges de l'alternance gouvernementale

La victoire des ouvriers de Fiat Melfi symbolise la combativité de larges secteurs du salariat en Italie. Mais, face à Berlusconi, la coalition de centre-gauche ne veut que l'alternance: la même politique, menée par un autre gouvernement.

**La brèche** initie une série éclairant la situation sociale et politique dans plusieurs pays d'Europe. Nous commençons avec l'Italie, où d'importantes luttes sociales – celles des travailleurs de la Fiat à Melfi en particulier – ont révélé une combativité ouvrière en profond décalage avec les réalignements en cours au sein de la gauche politique, du Parti de la refondation communiste (PRC) en particulier. **La brèche** s'est entretenue à ce sujet avec **Franco Turigliatto**, membre de la direction nationale de PRC et responsable pour cette organisation du travail syndical.

**Des mobilisations sociales de grande ampleur ont eu lieu en Italie ces dernières années. Quel bilan peut-on en tirer ?**

**Franco Turigliatto** – L'ampleur de ces luttes, défensives, a effectivement été exceptionnelle à partir de la grande manifestation de la CGIL, en 2002, pour la défense de l'article 18, assurant une certaine protection contre les licenciements. Par contre, elles n'ont pas permis de bloquer l'offensive du patronat et du gouvernement, par exemple la loi 30 qui précarise et individualise les rapports de travail. Néanmoins ces mobilisations ont changé le climat social et permis de dépasser une certaine passivité.

Un rôle central a été joué par la FIOM: elle a rompu avec la politique de concertation, de « pactes sociaux », des années 90 et elle a refusé de signer deux contrats « pour-ris », conclus entre les deux autres organisations syndicales de la branche et l'organisation patronale, la Federmeccanica. La FIOM a aussi misé sur la participation démocratique des travailleurs dans la conduite des actions, défendant le principe que les

plate-formes de revendications et les accords syndicaux doivent être acceptés par les travailleuses intéressées lors d'une votation. Cela a permis à la FIOM de résister à l'offensive patronale et à l'isolement syndical.

**Des grèves très dures ont eu lieu ces derniers mois. Que reflètent-elles ?**

Ce sont des luttes très fortes, lancées d'en bas, directement par les salariées. Ceux-ci ont découvert, ou redécouvert, des formes de lutte très incisives, avec le bloc total des activités productives ou des services. Ils ont su unifier des aspects défensifs, face aux attaques patronales, avec des revendications exprimant leurs aspirations en matière de salaires et de conditions de travail. Les mobilisations des métallurgistes de Gênes ou de Terni, des chauffeurs de bus du Nord de l'Italie, de la population de Scanzano (Basilicate, sud de l'Italie) contre un dépôt de déchets dangereux, ou encore du personnel d'Alitalia ont toutes débouché sur des succès, au moins partiels.

**Que représente dans ce cadre la grève à Fiat Melfi ?**

La révolte des ouvriers de la Fiat Sata de Melfi en Basilicate, fin avril début mai, est exemplaire. Cette usine a été construite il y a dix ans dans une zone très isolée, avec une aide massive des pouvoirs publics. Elle a recruté, dans une région frappée par un chômage très élevé, une nouvelle classe ouvrière, sans tradition syndicale. Pendant dix ans, Fiat a imposé des conditions terribles. Les travailleurs de Melfi sont payés 20% de moins que les autres travailleurs du groupe en Italie. Ils ont des horaires harassants, avec notamment deux semaines de travail de nuit interrompues par un seul

jour de repos. La plupart des salariées font de longs déplacements, jusqu'à 150 kilomètres. L'organisation interne de l'usine reprenait l'ancien style Fiat, un régime de caserne, avec des milliers de mesures disciplinaires seulement pour la dernière année. La Fiat de Melfi est ainsi l'usine d'automobiles la plus productive d'Europe.

**Ce printemps, le mécontentement et la rage des ouvriers de Fiat Melfi ont explosé. Fiat a pensé pouvoir casser leur lutte. Finalement, c'est Fiat qui a dû reculer. Pour la première fois depuis 25 ans.**

Or, ce printemps, le mécontentement et la rage envers ce système impitoyable d'exploitation ont explosé. Ensemble avec salariées des sous-traitants installés dans la région, ceux de Melfi ont bloqué leur usine. Ils ont redécouvert les formes de lutte les plus dures et, en même temps, les assemblées et la conduite démocratique d'un mouvement. La FIOM a toujours été à leurs côtés, ainsi que la gauche syndicale de la CGIL. Les ouvriers de Melfi réclamaient l'égalité salariale avec les autres employées du groupe, la modification des horaires de travail, la fin du régime policier et l'annulation des sanctions. Fiat a pensé pouvoir casser cette lutte. Elle a refusé de négocier. Puis elle a signé un accord séparé avec une fédération de l'UIL et le syndicat maison FISMIC. Soutenue par le gouvernement Berlusconi, la Fiat a aussi appelé la police, qui a chargé et frappé



À l'automne 2002, la mobilisation des travailleurs (photo) n'avait pas permis de bloquer les restructurations de la Fiat. Cette année, la grève de Melfi a obligé la direction à reculer.

les travailleurs. Mais ces derniers n'ont pas cédé. Fiat a perdu environ 40'000 voitures et, finalement, c'est elle qui a dû reculer. Pour la première fois depuis 25 ans.

L'accord oblige l'entreprise à modifier les horaires, à augmenter les salaires au niveau du groupe (en trois phases) et à réexaminer les mesures disciplinaires. Les travailleurs ont discuté de l'accord en assemblées et ils l'ont accepté avec enthousiasme. Rien ne sera plus comme avant. Cette victoire a été ressentie par la majorité des travailleurs en Italie comme la leur: elle montre que la lutte peut payer.

**Le gouvernement Berlusconi approche du terme d'une législature. Quelles perspectives politiques se dessinent ? Berlusconi a travaillé à fond pour ses intérêts propres et pour ceux de sa classe. Mais aujourd'hui, face à la crise**

économique et au déclin économique du pays, face aussi au renouveau des luttes sociales, il est remis en question par certains secteurs capitalistes. Ceux-ci sont incarnés par exemple par le président de Ferrari, Luca di Montezemolo, élu à la tête de la Confindustria, la principale organisation patronale italienne. Ces milieux bourgeois considèrent que la meilleure façon de conserver leurs acquis et l'ensemble des cadeaux que leur a fait l'actuel gouvernement est de rouvrir une période de concertation sociale, de pacte social, avec les organisations syndicales et les forces politiques du centre-gauche. Rien n'est cependant joué. Berlusconi tire continuellement de nouvelles forces de la passivité et de la courtoisie du centre-gauche italien, qui s'oppose à toute mobilisation sociale forte pour chasser ce gouvernement.

Au sein de PRC, deux options s'affrontent. La majorité veut à tout prix arriver à un accord de gouvernement avec le centre-gauche. Une minorité accepte – compte tenu de la mécanique des élections – un accord électoral avec le centre gauche, afin de répondre à l'attente de chasser Berlusconi, Fini et Bossi. Mais elle défend en même temps le point de vue qu'il est indispensable de construire une alternative anticapitaliste, rompant avec l'alternance gouvernementale. Cela exclut une participation à la gestion gouvernementale du pays dans le cadre d'une coalition de centre-gauche. Celle-ci se heurtera en effet inévitablement aux revendications portées par les mobilisations populaires, comme cela s'est déjà passé avec les gouvernements de centre-gauche de 1996 à 2001.

## Le Parti de la refondation communiste à la croisée des chemins

**Quelle a été l'évolution politique du Parti de la refondation communiste (PRC) et de ses rapports avec la « gauche plurielle » italienne ?**

**F. Turigliatto** – PRC a connu un spectaculaire tournant à droite, en contradiction avec la nouvelle situation sociale qui est en train de se mettre en place.

Lors de son dernier congrès, en avril 2002, PRC avait placé au centre de son action la reconstruction du mouvement ouvrier et de la conflictualité sociale. Dans ce cadre, l'activité parlementaire devait être subordonnée aux exigences du développement d'un mouvement anticapitaliste. PRC s'opposait ainsi aux choix du centre-gauche, obnubilé par une perspective d'alternance gouvernementale. Cette orientation devait aller de pair avec un fort renouvellement du parti, impliquant notamment le rejet de tout héritage du stalinisme.

Le tournant à droite s'est produit à l'été 2003, au moment de l'échec en votations du référendum lancé par PRC pour étendre le champ d'influence de l'article 18, protégeant contre les licenciements. Face à la demande, légitime, de larges secteurs populaires de battre Berlusconi, PRC a répondu en indiquant sa disponibilité à participer à plein titre à un futur gouvernement du centre-gauche. PRC a ainsi renoncé à dénoncer le piège de l'alternance gouvernementale, dont le principal effet est de priver les salariées d'une alternative sociale et politique face aux contre-réformes néolibérales. PRC a choisi de réintégrer la « gauche plurielle » italienne.

Fausto Bertinotti, le secrétaire général de PRC, insiste sur la nécessité d'une rupture complète avec le stalinisme. On ne peut que partager cette exigence. Le problème est que cela se fait « à droite », avec l'abandon de toute perspective radicale et démocratique, réellement anticapitaliste.

**Les forces du centre-gauche italien, auxquelles PRC est prêt à s'associer, défendent une subordination complète aux logiques du système capitaliste.**

Les forces décisives du centre-gauche italien, auxquelles PRC est prêt à s'associer, défendent sur toutes les questions importantes une subordination complète aux logiques du système capitaliste. Leur figure de proue est Romano Prodi qui, en tant que président de la Commission européenne, gère les politiques néolibérales du traité de Maastricht et du Pacte de Stabilité. Cette réorientation provoque un débat très large au sein de PRC, débat qui porte non seulement sur les choix politiques immédiats, mais également sur des questions politiques plus générales, comme celle de la non-violence ou du bilan historique du XX<sup>e</sup> siècle.

### QUELQUES SIGLES

**CGIL**: Confédération générale italienne du travail (CGIL). La plus grande confédération syndicale avec environ 5,4 million de membres.

**FIOM**: Fédération des employés et des ouvriers métallurgistes, affiliée à la CGIL, particulièrement combative, et s'étant notamment associée aux mobilisations altermondialistes et contre la guerre.

**CISL**: Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL), environ 4 millions de membres.

**UIL**: Union italienne du travail, environ 1,8 million d'adhérents. CISL et UIL ont régulièrement accepté de négocier avec le gouvernement Berlusconi et les employeurs leurs projets de contre-réformes, et d'isoler ainsi les secteurs syndicaux plus combatifs.

**PRC**: Parti de la refondation communiste. Créé en 1991, PRC a regroupé une aile du Parti communiste italien (PCI) résistante à la « social-démocratisation » accélérée de ce dernier, des forces provenant de Démocratie prolétarienne (DP) ainsi que des militants indépendants. Son secrétaire général est Fausto Bertinotti.

# Main basse sur la science

La «Nouvelle économie du savoir», ou comment les intérêts privés, des grands groupes pharmaceutiques en particulier, privatisent l'activité scientifique publique et s'en approprient les fruits.

ROBERT LOCHHEAD

Le 9 septembre 2001, treize des meilleures revues médicales du monde<sup>1</sup> faisaient connaître par un éditorial commun les nouvelles règles qu'elles se fixaient afin de se protéger de l'emprise toujours plus étouffante des multinationales pharmaceutiques.

Elles visaient principalement la publication des résultats des essais des nouveaux médicaments par des équipes médicales qui, de plus en plus souvent, sont financées par les propriétaires des substances eux-mêmes et ne sont quasiment jamais publiés si les résultats sont négatifs.

Les treize revues allaient exiger dorénavant que les auteurs des articles rendent publics leurs intérêts dans l'industrie: propriété d'actions, mandats, contrats, honoraires, subsides, cadeaux, etc. et qu'ils déclarent sur l'honneur que c'est bien eux et non leurs sponsors qui ont assumé la responsabilité de l'étude et disposaient du pouvoir de décider de publier, et qu'ils ont eu accès à la totalité des données<sup>2</sup>.

Dans la science moderne, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, les revues assument une fonction centrale puisqu'elles rendent publiques les découvertes et les hypothèses qu'elles suggèrent. La communauté de tous les scientifiques peut ainsi en prendre connaissance, en débattre, les soumettre à la critique et, dans le doute, refaire les expériences pour les vérifier. C'est cette procédure contradictoire publique qui permet de démolir les fausses pistes et de légitimer les acquis sur lesquels des

recherches ultérieures peuvent s'appuyer. Les revues publient les articles jugés intéressants par les experts qu'elles consultent, ces experts étant des chercheurs dans le même domaine. C'est le fameux «peer review» ou «contrôle par les pairs».

Parmi ces treize revues de médecine, deux jouissent d'un prestige inégalé, l'anglaise *The Lancet* fondée en 1823 et *The New England Journal of Medicine (NEJM)* publié depuis 1812 à Boston, l'organe de la Société médicale du Massachusetts.

«Un pacte corrompu» Dans le numéro du 11 mars dernier de la *New York Review of Books*, nul autre que le rédacteur en chef de *The Lancet*, Richard Horton, consacre un long article à la corruption de la science par l'intérêt capitaliste<sup>3</sup>.

Horton montre que quelle chose a commencé à changer dans les années 1970. Cela frappe particulièrement la biologie et la médecine, confrontées à la concentration des multinationales pharmaceutiques. Le phénomène est aggravé par la privatisation des universités qui deviennent des business devant faire de l'argent.

Horton raconte la mésaventure d'une professeure de l'Université de Toronto, la Dr Nancy Olivieri, qui travaillait à l'Hôpital des enfants malades de cette ville sur le déféprone, un médicament contre la thalassémie, une grave anémie héréditaire. Son travail était financé par le Conseil canadien de la recherche scientifique et par

l'entreprise pharmaceutique Apotex, la plus grande du Canada, productrice de ce médicament. La Dr Olivieri découvrit que ce médicament n'avait pas l'efficacité promise et qu'il avait de graves effets secondaires. Quand elle publia ses résultats dans la *NEJM*<sup>4</sup> et qu'elle informa ses patients des risques potentiels de la poursuite du traitement, Apotex lui fit un procès, l'Université refusa de la soutenir et l'hôpital la mit à la porte en janvier 1999. L'Université était justement en train de négocier un don de 12,7 millions de dollars de la part d'Apotex. Après une acrimonieuse bataille, Nancy Olivieri fut rétablie dans son poste un mois plus tard<sup>5</sup>.

Horton étend son propos aux revues: «Même les revues scientifiques, supposées être les arbitres neutres en vertu de leur procédure tant vantée de «peer review» critique, sont la propriété d'éditeurs et de sociétés scientifiques qui tirent et exigent d'immenses gains financiers de la publicité des compagnies pharmaceutiques et de la vente de contenus ayant une valeur commerciale.»

Il explique comment une multinationale pharmaceutique organise au sujet de ses produits un symposium réunissant des spécialistes dociles qu'elle paye grassement, plusieurs milliers de dollars d'honoraires chacun, précise-t-il. Elle réunit leurs communications et débats en un recueil qu'elle place comme supplément à une revue de renom qui ne refuse pas quelques centaines de milliers de dollars. «Les com-

panies pharmaceutiques ont trouvé moyen de contourner le système du peer review. En de bien trop fréquentes occasions, elles sont en mesure d'ensemencer la littérature de recherche avec une science de qualité inférieure qu'elles peuvent ensuite exploiter pour promouvoir leurs produits auprès des médecins.» (...)

«Prenez à peu près n'importe lequel des principaux congrès médicaux, poursuit Horton (...). Il est désormais tout à fait habituel, parmi leurs milliers de participants, que les billets d'avion, les frais d'hôtel, les finances d'inscription et les loisirs du soir (dîners, théâtre, musique) soient payés par des sponsors commerciaux, généralement l'industrie pharmaceutique. (...) Mais le visiteur ne peut manquer d'être frappé par le marchandage scandaleux qui a été conclu entre les sociétés professionnelles et l'industrie: pour que la science soit communiquée publiquement et débattue par les membres d'une société professionnelle, les sponsors se voient accorder carte blanche pour placer leurs produits auprès des médecins participants. La vénalité de ceux qui prennent part à ce pacte corrompu est difficile à concilier avec une profession qui est par ailleurs prompt à protester contre la simple suggestion d'une intrusion du gouvernement dans les soins aux malades.»

Horton rappelle qu'il n'a jamais existé d'âge d'or de la science désintéressée. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la science est étroitement liée à l'histoire du capitalisme. Mais dès les

XVII<sup>e</sup>/XVIII<sup>e</sup> siècles, l'Etat mettait au service du public savant, et de tous les capitalistes, un appareil public du savoir, dont les prestations étaient gratuites ou très bon marché parce que financées par l'Etat: bibliothèques, universités, observatoires astronomiques, écoles vétérinaires, laboratoires de recherche... C'est cet appareil que l'offensive néo-libérale a entrepris de démanteler. Elle coupe dans les budgets pour en privatiser les services sous forme d'activités commerciales en mains de capitalistes particuliers. C'est ce qu'on appelle la «nouvelle économie du savoir».

## Quelle politique de la recherche ?

En septembre 2001, Arnold Relman avait publié dans *New Scientist* une critique cinglante de la décision des treize revues<sup>6</sup>. Arnold Relman, professeur émérite de médecine de l'Université de Harvard, avait été de 1977 à 1991 le rédacteur en chef du *NEJM*. Né en 1923, couvert d'honneurs, Arnold Relman est «la conscience libérale [= de gauche, RL] de l'establishment médical des Etats-Unis». Quand il avait pris sa retraite du *NEJM*, ses principes n'étaient plus au goût du jour.

Pour lui, les treize revues ont été bien trop timides. Comme si la publication par les auteurs de leurs intérêts financiers suffisait à garantir leur honnêteté et à éviter le conflit d'intérêt: «D'abord (l'éditorial) évite de souligner que tout le système des recherches cliniques est mu par le profit. C'est un développement dramatique et malheureux qui date d'une décennie environ (...) En 1980, nous avions décidé que nous ne demanderions à personne d'écrire un éditorial ou un article faisant le point sur une

question si elle a n'importe quelle sorte de lien commercial avec une entreprise concernée par la question. Cela avait provoqué beaucoup d'agitation, surtout que mon équipe avait découvert très vite que cela touchait beaucoup des meilleurs spécialistes auxquels on aurait pu commander d'écrire... En fin de compte, le problème incombe aux écoles de médecine, aux universités et aux hôpitaux universitaires où des brillants scientifiques, qui ne devraient pas s'y laisser prendre, déclarent en substance aux directeurs, aux doyens et à leurs supérieurs: «Si vous ne me laissez pas bénéficier financièrement de mon travail au-delà de mon salaire, je vais ailleurs.» Les institutions n'ont pas la force ou l'argent pour tenir bon parce qu'elles traversent des temps difficiles et c'est chez les compagnies pharmaceutiques que se trouve tout l'argent.»

C'est bien à cette immense appropriation de toute la richesse par les grandes entreprises privées qu'une reconquête du service public, dans la médecine et la science aussi, doit s'attaquer. ■

1. Il s'agit de: *The Lancet*, *The New England Journal of Medicine*, *Annals of Internal Medicine*, *Journal of the American Medical Association*, *Canadian Medical Association Journal*, *Journal of the Danish Medical Association*, *New Zealand Medical Journal*, *Journal of the Norwegian Medical Association*, *Dutch Journal of Medicine*, *Australian Journal of Medicine*, *Western Journal of Medicine*, *Medline*.

2. *Le Monde*, 18 septembre 2001.

3. Richard Horton, «The Dawn of Medicine: Has the Lure of Profits Corrupted Biomedical Research? (La science dans l'intérêt privé: L'attrait des profits a-t-il corrompu la recherche biomédicale?)», Rowman and Littlefield, 2003.

4. *The New England Journal of Medicine*, 13 août 1998.

5. Voir le site des défenseurs de la Dr Olivieri: <http://www.doctorsintegrity.org/existsaga>

6. *New Scientist*, 22 septembre 2001.

## AGENDA

### GENÈVE

**Judi 10 juin:**

**Manifestation de la fonction publique** «Pour nos revendications, contre l'austérité», **Place Neuve, 17h**.  
Org.: *Cartel intersyndical de la fonction publique*.

**Judi 24 juin:**

**Manifestation de la fonction publique** «Contre l'abolition du statut de la fonction publique, contre le budget d'austérité», **Place Neuve, 17h**.  
Org.: *Cartel intersyndical de la fonction publique*.

### LAUSANNE

**21-25 juin:**

**Semaine culturelle contre l'occupation de l'Irak: culture arabe en résistance.**

**Lundi 21 juin\*\*, 18h:** vernissage d'une exposition de peintures avec huit artistes (Irak, Iran, Australie, Italie, Suisse): *Des couleurs pour refuser les guerres*. **20h:** animation au luth par Ridouan.

**Mardi 22 juin\*\*, 20h:** contes irakiens pour les adultes et les enfants. *Contes de la lumière ovale* avec Nasma Al'Amir.

**Mercredi 23 juin\*\*, 14h:** contes irakiens pour enfants. *Contes de l'esprit qui chante*, avec Nasma Al'Amir.

**15h30:** ateliers de percussions et de peinture. **20h:** lectures d'Emile Habibi (Palestine) et Saadallah Wannous (Syrie); *Héritage culturel et résistances littéraires*, avec Hilary Waardenburg-Kilpatrick (Canada).

**Judi 24 juin\*\*, 20h:** *Nabil, 30 ans d'exil et de résistance*. Témoignages à la mémoire de celui à qui cette semaine est dédiée.

**Vendredi 25 juin\*\*, 19h:** fête de clôture, repas irakien et musique. **20h:** Ridouan et son luth (Maroc). **21h:** Eljama

(musique collective). **22h:** Aiad et son groupe (Irak) *Chansons et musique irakiennes*.

Entrée libre toute la semaine.

\* Orient Espace (rue du Crêt 7, sous gare).

\*\* Centre culturel et sportif chilien (av.-J.-Mercier 6, près de la place de l'Europe).

Informations: anti-guerre-vd@bluewin.ch, www.orientespace.net, 078 891 29 34. Organisation: *Orient Espace et Collectif vaudois anti-guerre contre l'occupation de l'Irak*.

### VALAIS

**Samedi 26 juin:**

**Manifestation contre le Forum de Crans Montana** (cf. p. 8). **Départ: Montana, Lac de Moubra, 15h**.

Pour se rendre en car à Montana, rdv à la Gare de Sierre à 14h; inscription obligatoire au 079 451 01 88.

Informations: <http://anticmf.lautre.net>.

Org.: *Coordination anti-cmf*.

### VEVEY

**Samedi 12 juin:**

**Résister à l'empire Nestlé.**

**Une transnationale, des enjeux de société.**

Un Forum organisé par attac, avec Greenpeace, la Déclaration de Berne, et la Campagne pour les droits de l'homme-campagne Nestlé.

**9h30-19h, Salle del Castillo**, (10 minutes de la Gare)

rue Louis-Meyer 1—place du Marché.

Entrée Fr. 20.— (Fr. 10.— pour chômeurs, étudiants,...).

Informations sur: [www.suisse.attac.org/nectle](http://www.suisse.attac.org/nectle).

De Vevey, l'empire Nestlé exerce son pouvoir sans contrôle sur la vie de centaines de milliers, voire de millions d'êtres

humains. Comment ce pouvoir s'est-il établi? Comment s'exerce-t-il? Quelles en sont les conséquences?

**9h30:** Ouverture, accueil.

**10h:** Groupes de travail:

**A. L'eau.** L'eau est indispensable à la vie. Elle doit être reconnue comme bien commun de l'humanité et ne pas être exploitée de façon privée pour le profit.

**B. Agriculture.** Les matières premières de notre

alimentation dans les mains des multinationales

**12h30:** Repas de midi (buffet) pris sur place.

**14h:** Groupes de travail:

**C. Alimentation.** OGM, laits pour bébés, aliments, vers

une alimentation artificielle?

**D. Nestlé et ses salariés.**

**17h-19h:** Conclusions.

Avec la participation notamment de Riccardo Petrella, Franklin Frederick, Mouvement citoyen pour l'eau Brésil, Carlos Olaya, Syndicat des travailleurs de l'alimentation, Jean-Pierre Berlan, directeur de recherche à l'INRA, France, spécialiste des OGM, un syndicaliste de Perrier-Vittel (France).

### ESPAGNE

**25 au 31 juillet:**

**Rencontre internationale de jeunes de toute l'Europe**

**contre le capitalisme et la guerre.** «Combattons l'Europe

du Capital et de la guerre, construisons l'Europe des peuples,

des travailleuses-euses et des jeunes», sera le thème du camp

de jeunes de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui réunit chaque année

entre 400 et 500 jeunes de toute l'Europe. Cette 21<sup>e</sup> édition

se déroulera à **Ruesta, en Espagne**, du 25 au 31 juillet 2004.

Une occasion de débats, de rencontres, d'échanges d'expérience

(mobilisations étudiantes, contre l'occupation de l'Irak, etc.).

Un groupe de jeunes de Suisse se rendra à ce camp. Pour en

faire partie ou avoir des informations: [abbets\\_mp@bluewin.ch](mailto:abbets_mp@bluewin.ch)

(Séb.) ou MPS, CP 120, 1000 Lausanne 20.

## Le Forum social européen au pays de Thatcher et Blair

La troisième édition du Forum social européen (FSE) se tiendra cette année à Londres, du 14 au 17 octobre. Chris Nineham, un de ses organisateurs, en trace les enjeux.



La manifestation contre la guerre en Irak, le 20 mars dernier à Londres.

Après Florence en 2002 et Paris en 2003, le Forum social européen (FSE) se tiendra cette année à Londres du 14 au 17 octobre. Cette troisième édition, sous les fenêtres de Tony Blair, le fidèle allié de Georges Bush et le digne héritier de Margaret Thatcher – c'est cela, le social-libéralisme – aura une importance particulière. Nous nous sommes entretenus de ses enjeux avec un des principaux organisateurs du FSE de Londres, Chris Nineham. C. Nineham est également militant du Socialist Workers Party (SWP) et du mouvement Globalise Resistance.

INTERVIEW: ALESSANDRO PELIZZARI

**Dans quel contexte se déroulera le Forum social européen (FSE) de cette année ?**

Chris Nineham – Premièrement, les attaques néolibérales se renforcent massivement, et ceci sur différents fronts. Que l'on songe à la nouvelle Constitution européenne ou à l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est, nous assistons aujourd'hui à une volonté des classes dirigeantes européennes de constituer une véritable puissance capable de faire

face aux Etats-Unis. Ceci se traduit, à l'intérieur, par une véritable guerre sociale contre les droits des salariés, la sécurité sociale et les services publics. A l'extérieur, par une militarisation accrue de la politique étrangère et la volonté de constituer une armée européenne.

Deuxièmement, le projet d'un « nouveau siècle américain » est dans une crise. Certes, les guerres impérialistes sous l'égide des Etats-Unis continuent. Mais ce projet s'enlise de plus en plus, notamment en Moyen-Orient, où nous assistons à une résistance inattendue de la population irakienne.

Troisièmement, le mouvement altermondialiste est en train d'évoluer. Les grandes manifestations contre la guerre et contre l'occupation ont montré qu'il continuait à s'élargir, non seulement géographiquement, mais aussi vers des couches sociales de plus en plus diverses. Il a acquis une force qui lui permet de poser de sérieux problèmes aux plans impérialistes. La défaite du gouvernement guerrier d'Aznar en a été un signe patent. En Grande Bretagne également, les classes dirigeantes vivent une crise politique très profonde.

**De quelle Europe parlera-t-on au FSE ?**

Le FSE peut contribuer à élaborer une vraie alternative au projet néolibéral de la Constitution européenne. Mais il est important que les débats sur l'Europe ne se résument pas à cela.

Une des forces du mouvement altermondialiste est d'avoir reconnu que les luttes que nous menons se situent à l'échelle globale. Il nous faut repartir du 15 février 2003, où des millions d'hommes et de femmes ont manifesté dans le monde entier contre la politique guerrière des Etats-Unis et de plusieurs pays européens, pour construire un mouvement capable de lutter contre l'impérialisme sous toutes ces formes. Cela va de l'occupation en

Irak aux problèmes liés à l'endettement des pays du Sud, en passant par les questions du sous-développement. C'est dans ce cadre que nous devons situer notre opposition aux politiques sociales et économiques de l'Union européenne. Sinon nous tombons dans le piège de considérer l'Union européenne comme une alternative progressiste face à la politique agressive des Etats-Unis. Je crois que nous devons être extrêmement prudents face à cette idée. A cause de l'histoire de l'impérialisme européen ; à cause de la nature même du projet de construction européenne, forgé par les intérêts du capital. Cela n'est pas notre projet.

**Quel rôle ce FSE peut-il jouer pour renforcer le mouvement altermondialiste ?**

La préparation du FSE de Londres a mis en évidence un énorme potentiel d'élargissement. Ainsi, le TUC (Trade Union Congress), qui est la confédération syndicale de Grande-Bretagne, a décidé de se joindre pleinement au processus du forum. C'est une vraie nouveauté : le mouvement syndical traditionnel se tourne vers nous. La même chose pour les ONG, qui participent dans leur majorité à la préparation du FSE. Cela veut dire que nous commençons à toucher des secteurs qui vont au-delà des courants les plus radicaux et que nous avons un réel impact sur la société en général.

Mais il est vrai qu'avec son élargissement, le mouvement commence à être traversé par de nouvelles contradictions. Nous constatons un certain sentiment de frustration parmi de nombreux militants : les forums sociaux ne répondent pas à toutes les attentes projetées dans le mouvement. Nous devons donc sérieusement réfléchir au rôle futur des forums sociaux. Je pense que les secteurs les plus radicaux du mouvement devraient faire leur proposition de Walden Bello, le directeur de Focus on the Global South à Bangkok : sur les sujets faisant l'objet de controverses, le FSE ne devrait pas chercher à cacher les divergences.

mais au contraire ouvrir de vraies discussions où s'expriment les différentes positions en présence. En un mot : Le FSE doit devenir à la fois plus large et plus polémique.

**Quels sont les thèmes centraux qui devraient permettre une telle confrontation d'idées ?**

La discussion sur le rôle de l'Europe dans le monde est centrale. Est-ce que l'Europe constitue une force humanitaire et civilisatrice dans le monde ? Si ce n'est pas le cas, ce qui est mon avis, quelles sont les forces sociales qui sont derrière le projet européen ? Nous devons également débattre de ce qu'impliquent les guerres impérialistes pour le mouvement altermondialiste. Je crois qu'elles sont à la fois l'expression la plus brutale de la mondialisation du capital, mais aussi le terrain où les classes dirigeantes sont le plus vulnérables. L'enlèvement des forces d'occupation en Irak le montre clairement. C'est pour cela que je crois que nous devrions consacrer davantage d'énergie aux mobilisations contre l'occupation de l'Irak – mais ce n'est pas un point de vue qui fait l'unanimité.

La question des alternatives au néolibéralisme devrait aussi être au cœur de nos préoccupations. Il faut commencer à discuter sérieusement ce que le slogan « un autre monde est possible » veut dire. Evidemment, les points de vues à ce sujet sont très différents, mais cela devrait justement nous inciter à en débattre.

**Chaque forum social est marqué par les particularités sociales et politiques du pays dans lequel il a lieu. Quel sera l'empreinte des mouvements britanniques sur le FSE ?**

Ce qui est peut-être particulier cette année, c'est la présence plus importante du mouvement syndical. Le TUC va organiser une multitude d'événements au sein du FSE. La question du racisme, et notamment de l'islamophobie, va également occuper une place importante. Nous avons en Grande Bretagne un mouvement antiraciste extrêmement dynamique et les organisations qui le composent sont très impliquées dans l'organisation du FSE. Une de nos préoccupations principales est de faire en sorte que la diversité ethnique de ce pays soit réellement représentée au FSE. La lutte contre le racisme et le fascisme en Europe sera certainement un des thèmes pour lequel il sera proposé, au terme du FSE, d'engager une mobilisation centrale, européenne. ■

## Blair plus loin que... Thatcher

Le 8 mai, le *Financial Times* (FT), quotidien de la finance londonienne, fêta dans un éditorial les 25 ans de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher. Sa conclusion : « Ses succès [de Thatcher] lui ont survécu [...]. Aucun politicien sérieux n'envisage de remettre en cause ses réformes économiques et les syndicats continuent d'être marginalisés. Le Labour de Tony Blair est allé plus loin qu'elle n'avait osé en faisant entrer les entreprises privées dans le secteur public. Il a aussi

réduit la dette publique [...] et affronté le problème de la dépendance vis-à-vis du welfare, en obligeant les chômeurs à retravailler. En réalité, le succès électoral de M. Blair a été construit sur la base de son identification aux valeurs des classes moyennes, de réussite personnelle et d'indépendance, que Mme Thatcher pensait incarner. Le paradoxe du règne de la Dame de fer est que le parti qui a le plus bénéficié de sa révolution est le New Labour. » C'est clair.

## PARTICIPEZ AU FSE DE LONDRES

Le 3<sup>e</sup> Forum social européen se tiendra du 14 au 17 octobre prochain à Londres. Pour être informé de sa préparation et de son déroulement, pour vous renseigner sur les possibilités d'y participer, prenez contact avec *La brèche* ou le MPS (cf. coordonnées ci-dessous).

## ABONNEMENT

Talon à renvoyer à *La brèche*, case postale, 1000 Lausanne 20, abonnement@labreche.ch

**Je souscris à un abonnement (12 N°/an)**

- normal (20.-)  de soutien (50.- et plus)  
 à l'étranger (50.- / 35 euros)

Nom : ..... Prénom : .....

Rue et numéro : .....

NPA et localité : ..... Pays : .....

Adresse mail (facultatif) : .....

**J'offre un abonnement à *La brèche***

- normal (20.-)  de soutien (50.- et plus)  
 à l'étranger (50.- / 35 euros)

**Coordonnée du/de la bénéficiaire :**

Nom : ..... Prénom : .....

Rue et numéro : .....

NPA et localité : ..... Pays : .....

Adresse mail (facultatif) : .....

## CONTACTS

**Pour prendre contact avec le MPS :**

MPS, CP 209, 1211 Genève 4, mps-ge@bluewin.ch • MPS-BFS, CP 961, 1700 Fribourg 1, mps-fribourg@bluewin.ch • MPS, CP 120, 1000 Lausanne 20, mps-vid@fastnet.ch • MPS, CP 2218, 1950 Sion 2, mpsvs@hotmail.com • MPS, CP 2320, 6501 Bellinzona, mps-ti@bluewin.ch • MPS, Pf 2002, 4001 Bâle • MPS, Pf 129, 3000 Berne 23 • MPS, Pf 8707, 8036 Zurich.

**Coordonnée de la personne à qui envoyer la facture :**

Nom : ..... Prénom : .....

Rue et numéro : .....

NPA et localité : ..... Pays : .....

Adresse mail (facultatif) : .....